

5^e Année - N° 203

Le N° : 1 \$ 00

Jeudi 20 Juillet 1944

INDOCHINE

HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉ

DS
531
I 5634



« ... Le but essentiel de ma politique : conserver à l'Empire français une Indochine unie, laborieuse et aussi prospère que le permet la conjoncture mondiale ; conserver à l'Indochine le bienfait d'un lien étroit qui permette à toutes les valeurs matérielles et morales de se développer harmonieusement... »

===== IL Y A QUATRE ANS, LE 20 JUILLET 1940 =====
L'AMIRAL DECOUX
PRENAIT EN MAINS LES DESTINÉES DE L'INDOCHINE

VOTRE INTERET

VOTRE DEVOIR

*Ne laissez pas vos capitaux improductifs
Donnez sans hésiter votre appui
au Gouvernement.*

Souscrivez aux
**BONS DU TRÉSOR
INDOCHINOIS**

Taux d'intérêt annuel 2 %

BONS A UN AN
émis à 98 \$ 00
remboursables
au pair à un an de date

BONS A TROIS MOIS
émis à 99 \$ 60
remboursables
au gré du porteur

au pair à trois mois de date
à 100 \$ 50 à six mois de date
à 101 \$ 00 à neuf mois de date
à 101 \$ 60 à un an de date

Vous trouverez aux guichets des Banques,
des comptables du Trésor et de l'Enregistre-
ment des coupures de 50, 100, 1.000, 10.000
et 100.000 piastres.

Les bons à un an à moins de 6 mois
d'échéance, et les bons à trois mois à toute
époque sont escomptables à la Banque de
l'Indochine (Taux 3 %).

INDOCHINE

HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉ

5^e Année - N° 203

20 Juillet 1944

Edité par
l'ASSOCIATION ALEXANDRE-DE-RHODES
6, avenue Pierre-Pasquier — HANOI

Toute la correspondance, mandats, etc.
doivent être adressés à la Revue
« INDOCHINE »

6, avenue Pierre-Pasquier — HANOI

ABONNEMENTS :

Indochine et France :

Un an : 40 \$ 00, 6 mois : 25 \$ 00

Etranger :

Un an : 55 \$ 00, 6 mois : 35 \$ 00

Le numéro : Une piastre.

SOMMAIRE

Au lecteur.

Après quatre ans. — Une interview de l'Amiral
Decoux.

Quelques déclarations de M. Chauvet, Directeur
des Affaires Politiques.

Comment l'Indochine a su adapter son écono-
mie aux circonstances nées de la guerre :

Après quatre ans d'efforts :

Une interview de M. le Secrétaire gé-
néral Jean Cousin sur la situation
financière.

... et une interview de M. le Commissaire
Martin, Directeur des Affaires Econo-
miques.

En écoutant M. Bigorgne, Inspecteur général des
Travaux publics. — Quatre ans de grands
travaux en Indochine.

L'œuvre du Commissariat général à l'Education
Physique, aux Sports et à la Jeunesse en
Indochine.

Travail, Famille, Patrie, France sont les quatre
impératifs naturels et catégoriques de notre
enseignement indochinois, nous dit M. CHAR-
TON, qui a bien voulu nous faire l'exposé
des réalisations de quatre ans de Révolution
Nationale.

L'Indochine peut être fière de ses médecins.

Abonnements : Les abonnements partent
du 1^{er} de chaque mois.

Changements d'adresse : Toute demande
de changement d'adresse doit être accompa-
gnée de 0 \$ 40 en timbres et rappeler
l'adresse précédente, faute de quoi le chan-
gement ne pourra être effectué.

Règlements : Nous prions instamment nos
lecteurs et abonnés, lorsqu'ils nous adres-
sent un règlement, de bien vouloir nous
rappeler le numéro figurant en haut, à
droite, sur notre facture.

Nos factures de renouvellement sont en-
voyées un mois environ avant l'expiration
de l'abonnement.

Si le règlement ne nous parvient pas un
mois après la fin de l'abonnement, nous
serons dans l'obligation d'envoyer un recou-
vrement postal et les frais en seront à la
charge de l'abonné. Aucun règlement par
acompte n'est accepté.

Au lecteur,

QUATRE ans de Révolution Nationale.

L'an dernier déjà, à cette même époque, pour le troisième anniversaire de commandement de l'Amiral Decoux, INDOCHINE avait convié ses lecteurs à faire avec elle un tour d'horizon. Nombre d'entre eux lui ont fait savoir qu'ils avaient apprécié son initiative. Ainsi encouragée, INDOCHINE récidive, sous une forme nouvelle, et sur une plus grande échelle. Les anniversaires ont ceci de bon, qu'ils nous incitent à nous élever au-dessus du quotidien, et à dominer les mille soucis qui bornent aujourd'hui notre vue pour embrasser un plus vaste espace où s'ordonnent mieux des perspectives plus justes.

Ces soucis, ces difficultés sans cesse renouvelées et sans cesse croissantes, cette lutte contre les forces adverses qui se fait chaque jour plus âpre, il ne s'agit ni de les nier, ni de les masquer. En cette année 1944, la vie pour chacun se fait dure. Les ruines et les deuils s'accumulent, d'autant plus atroces que leurs prétextes sont d'une évidente vanité. Nos stocks s'amenuisent, privés qu'ils sont de tout apport frais. Notre effort pour vivre sur nous-mêmes est entravé par des destructions dont le ridicule le dispute à l'odieux... Et pourtant nous vivons ; et, si cruelles que soient nos souffrances morales, si sévères que soient nos privations, qu'elles apparaissent légères encore, au prix de celles de la France !

Reportons notre esprit quatre ans en arrière, au sinistre début de l'été 1940. Essayons de nous rappeler. Supposons qu'un prophète nous eût annoncé, tout sèchement, les événements qui devaient s'abattre autour de nous et sur nous, durant les quatre ans qui allaient suivre. De bonne foi, essayons de reconstituer ce qu'alors nous aurions pensé. Croyez-vous que nous eussions alors imaginé la probabilité, ni même la possibilité, la plus faible possibilité, de trouver quatre ans plus tard, en juillet 1944, l'Indochine que nous avons aujourd'hui sous les yeux ? Non seulement vivante, et pleine de vie, mais rajeunie, à bien des égards équipée de neuf, entravée certes, mais nullement paralysée, et, tout au contraire, parée pour la paix future, et prête à l'accueillir de toutes ses forces neuves ?

A l'occasion de ce quatrième anniversaire, voilà ce dont INDOCHINE vous invite à prendre conscience. Votre revue le fait avec quelque fierté. Elle a le sentiment de n'avoir pas démérité du beau et cher pays dont elle porte le nom. Elle a donné l'exemple de la confiance et de la foi. Son premier numéro — souvenez-vous-en — porte la date du 12 septembre 1940. Les Cassandre, alors, ne lui ont pas manqué. Elle a négligé leurs ricanements et leurs haussements d'épaules. Comme chacun ici, du plus petit jusqu'au plus grand, elle s'est acharnée à sa tâche, elle a tenu semaine après semaine, et elle vient de sortir son deux centième numéro. Elle méritait bien qu'on lui confiât l'honneur de vous présenter, ami lecteur, dans les pages qui vont suivre, la synthèse d'un effort unanime de quatre ans, et les réalisations de quatre ans de Révolution Nationale.

APRÈS QUATRE ANS

Une interview de l'Amiral DECOUX

Il y a quatre ans, le Vice-Amiral d'Escadre Jean Decoux prenait les hautes fonctions de Gouverneur Général de l'Indochine, en des circonstances difficiles qui sont encore dans toutes les mémoires. Il a bien voulu, à l'occasion de cet anniversaire, accorder à la revue INDOCHINE l'importante interview ci-dessous. Nos lecteurs, particulièrement au courant des questions indochinoises, trouveront, dans ces paroles autorisées, des clartés nouvelles sur les grands problèmes de la Fédération, et des raisons d'espérer en son avenir, étroitement associé à celui de la France.

CINQ mois par an, Dalat fait son apprentissage de future capitale fédérale. Sous son ciel aux brusques averses, dans le cadre vosgien de ses pins et de ses collines, les services du Gouvernement général viennent prendre possession de modestes chalets en bois, où s'organise l'essentiel du travail administratif. Simplification ? Décantation ? Peut-être, mais point repos, et pour personne moins que pour le Gouverneur Général, dont les journées restent chargées d'audiences, de visites et d'études.

C'est dans cette atmosphère de labeur réduit à l'essentiel que l'Amiral a bien voulu me recevoir. Sérénité d'un matin lumineux de Dalat, paysage de lavis, verdure aux fraîcheurs d'aquarium, les fenêtres du cabinet de travail encadrent tant de douceur et de calme qu'on se sent éteint d'un remords : ailleurs, il y a l'invasion, la faim, les prisonniers... L'Amiral a deviné ma pensée et il me semble que sa voix, au timbre si particulièrement calme, s'est un peu altérée pour dire :

« Vous y pensez, vous aussi... Voilà la directive essentielle que je voudrais voir toujours présente, en tous les esprits, dans tous les cœurs ! « Penser à la France ». Car cette discipline suffit à tout, moralement et politiquement. Malgré son apparence exclusive, elle vaut pour tous, Français et Indochinois.

— *On ne l'oublie pas, Amiral. Chacun compâtit aux épreuves de la Mère Patrie. Le Secours National a reçu d'Indochine des sommes considérables.*

— Je le sais ; et j'en suis fier pour ce pays. Qu'elles soient destinées aux victimes de France ou à celles d'Indochine, ces sommes ont été données sans compter, et elles continuent à affluer aussi généreusement

qu'il y a quatre ans. J'y vois la preuve d'un sentiment général de solidarité qui me paraît au plus haut point réconfortant. Les Indochinois participent de la manière la plus large à cette collecte permanente. En donnant, ils tiennent à montrer à la France, lorsqu'elle est dans le malheur, une reconnaissance et une affection dont j'ai moi-même, mille fois, recueilli d'émouvants témoignages. Quant aux Français, ils ont à cœur de montrer par leur générosité — et souvent en se privant — qu'ils savent surmonter leurs préoccupations personnelles. Je ne songe pas, hélas ! à nier la gravité de celles-ci, les dangers, les séparations, les difficultés croissantes de la vie, surtout pour les familles peu fortunées. Mais, que l'on compare sans cesse ! — les lettres et les nouvelles de France le permettent —, qu'on ne se croie pas quitte envers les malheurs de la France en affichant cette pitié superficielle que des visiteurs accordent à un malade : « pauvre garçon !... » avant de retourner à leurs plaisirs et à leurs querelles. Qu'on n'oublie jamais que les Français les plus déshérités d'Indochine feraient, en France, figure de privilégiés.

— *Ce n'est d'ailleurs pas, le plus souvent, de ceux-là que viennent les critiques.*

— N'exagérons pas ces critiques. Je les connais ; j'en connais les auteurs, toujours les mêmes : une poignée de faux prophètes ou de défaitistes, à qui les quatre ans que nous venons de vivre ont donné régulièrement de cinglants démentis. En réalité, l'immense majorité des Français et des Indochinois ont compris, m'ont suivi, et ne se sont pas montrés indignes de la France...

La France, la vraie France, les dépêches de toutes les sources, parfois malgré elles, nous la montrent bien, raidie dans ses terribles souffrances, unie autour de son admirable chef, sourde aux appels des ambitieux

et des égarés qui tentent d'exploiter sa vieille passion de l'aventure et de la gloire pour la conduire aux abîmes. Admirons-la, aimons-la, imitons-la !

Ainsi, ainsi seulement sera atteint le but essentiel de ma politique : conserver à l'Empire français une Indochine unie, laborieuse et aussi prospère que le permet la conjoncture mondiale, conserver à l'Indochine le bienfait d'un lien étroit qui permette à toutes ses valeurs matérielles et morales de se développer harmonieusement, à tous les patriotismes indochinois — ces réalités profondes que nous ne saurions méconnaître et que nous nous devons d'encourager — d'être des facteurs de progrès et de santé, et non des instruments de rancunes stériles, aux mains de factions impatientes.

— *Les Indochinois, disiez-vous, Amiral, vous ont compris comme les Français ?*

— Certes ; et jamais l'amitié franco-annamite ne s'est davantage affirmée à l'épreuve du malheur comme une réalité profonde et toujours émouvante. Les élites annamites qui se développent sans cesse et auxquelles nous accordons un rôle sans cesse croissant, ont bien compris que, dans l'état actuel du monde, aucune autre formule politique que le « fait français », n'est capable de sauvegarder tout ce à quoi elles sont attachées, sans pour cela confiner l'Indochine dans une construction artificielle, et sans la faire vivre paradoxalement à l'écart d'un monde asiatique dans lequel la géographie l'a intégrée à jamais. Cambodgiens et Laotiens, de leur côté, comprennent parfaitement que le lien fédéral demeure, pour leurs patries respectives, et leurs patrimoines moraux, une garantie supérieure à tout ce que le passé leur a jamais donné, et à tout ce que de dangereux mirages pourraient leur promettre pour demain.

— *Et me permettez-vous, Amiral, de vous demander si cela est également compris à l'étranger ?*

— Votre question n'est nullement embarrassante. L'étranger le plus directement intéressé par ces problèmes est le Japon. Quelles que soient les opinions individuelles exprimées parfois par des Japonais qui n'ont pas évidemment les mêmes raisons que nous de discipliner leur pensée à cet égard, deux faits importants demeurent à la base des rapports de l'Indochine et du Japon. D'une part, la souveraineté française a été solennellement reconnue par le Gouvernement japonais et ses plus émi-

nents représentants. D'autre part, des accords ont été signés entre les deux pays, accords que je suis résolu à honorer. Dans son dernier message au peuple français, le Maréchal exhortait celui-ci à montrer ce que vaut la signature de la France, en restant fidèle aux accords d'armistice. Y a-t-il des insensés qui me croient capable, sur ce point essentiel, de m'écarter des directives lumineuses du Maréchal, que j'ai prises, depuis quatre ans, comme base immuable de mon action en Indochine, dans tous les domaines ?

— *L'opinion, en Indochine, voit en effet, tout ce dont la Fédération est redevable à la Révolution Nationale. INDOCHINE rappelait, il y a un an, toutes les réalisations qui n'ont pu être obtenues ou amorcées que grâce au climat de discipline et d'autorité que la Révolution Nationale a permis de créer et de maintenir. Mais l'accord complet de votre pensée avec celle du Maréchal est-il partout compris comme il le devrait ?*

— Il y aura toujours, quoi qu'on fasse, des gens pour discuter l'indiscutable. Il en fut ainsi, bien entendu, pour la mise en œuvre en Indochine des principes de la Révolution Nationale. Certains illuminés auraient voulu que je m'élance délibérément dans des formules de surenchère, que j'aillie plus loin et plus fort que le Maréchal lui-même, que j'allume des bûchers, que je sacrifie, sous prétexte d'orthodoxie, aux rancunes et aux interprétations personnelles des « ultras ». Jamais le Maréchal ne nous a demandé de faire, de la Révolution Nationale en Indochine, la copie inintelligente ou même l'amplification de celle de la Métropole. Il attend de nous que nous construisions, avec nos ressources en hommes de bonne volonté, un édifice adapté à notre climat et nos problèmes particuliers.

— *Ainsi, malgré notre isolement, l'Indochine et la France marchent du même pas ?*

— Oui. Et c'est dans le domaine matériel, non dans le domaine moral, que l'isolement s'est fait sentir, parfois même très durement. Car l'arrêt des importations, le manque sur le sol indochinois de certains produits indispensables, les difficultés de transport, aggravées par les sauvages et stupides destructions des avions anglo-américains, créent des privations et des souffrances. En revanche, il ne faudrait pas que ces difficultés, si lourdes soient-elles, masquent l'immense effort de production et de répartition entrepris. Mais ce sont là des ques-

tions dont je sais que mes principaux collaborateurs doivent vous entretenir.

— *Avez-vous l'impression, Amiral, que la situation si particulière de l'Indochine, que ses problèmes très spéciaux, rencontrent, devant l'opinion mondiale, une compréhension complète ?*

— Complète, non, sans doute, mais meilleure que par le passé, certainement. Par Radio-Saigon je m'efforce d'éclairer cette opinion, et j'ai le sentiment d'y réussir. Il y a un an, à certains postes étrangers de radio-diffusion, des speakers de langue française à qui je ne ferai pas l'honneur de les tenir pour de vrais Français, m'honoraient de leurs attaques. Celles-ci ont presque cessé ! Peut-être parce que ceux-là même qui payaient ces malheureux ont mesuré leur bassesse. Mais peut-être aussi parce qu'ils ont compris que ces calomnies hai-

neuses ne trompaient personne et ne pouvaient au contraire que les desservir auprès des vrais Français. D'autres qui nous accusaient d'oppression ont dû renoncer à tenter de faire croire au monde qu'il y avait encore place dans la situation présente comme dans l'avenir, pour des nationalismes inintelligents, pour de petites patries haïneusement repliées sur elles-mêmes et résolues à boudier plutôt qu'à vivre. En Indochine même, je crois que les plus fous ont compris l'impossibilité matérielle d'une autre politique que la mienne. C'est à la Révolution Nationale, à sa doctrine si humaine sur les collectivités sociales ou nationales qu'en reviendra le mérite, et non pas à moi-même.

Nous ne croyons pas que, sur ce dernier point, l'histoire ratifie entièrement ce jugement et sépare l'œuvre d'un de ses plus éminents ouvriers.



FRANCE INDOCHINE

Quelques déclarations de M. CHAUVET, Directeur des Affaires Politiques

Dans le même cadre du parc du Gouvernement général où nous avons recueilli les fières et réconfortantes paroles de l'Amiral Decoux, nous sommes allés trouver M. Paul Chauvet, Directeur des Affaires Politiques, pour lui demander de nous donner un rapide panorama de la situation politique intérieure de l'Indochine.

DANS le domaine de la politique intérieure indochinoise, les buts, comme les méthodes, n'ont pas varié depuis quatre ans. Obligée de se replier sur elle-même après l'armistice, presque complètement isolée après l'extension du conflit mondial au Pacifique, l'Indochine n'a pas songé un instant à ralentir ses activités dans l'attente passive de jours meilleurs. A l'exemple de la Mère Patrie qui s'était remise héroïquement au travail à l'appel du Maréchal, non pas seulement pour réparer ses misères et panser ses blessures, mais pour jeter les bases d'une rénovation sociale, elle s'est immédiatement organisée, tant pour s'adapter aux circonstances nouvelles, essayer de continuer à vivre sur le même rythme, que pour corriger des conceptions dépassées et préparer l'avenir.

Pour atteindre ces buts, il a fallu à l'Amiral Decoux, d'abord, maintenir l'ordre le plus complet, réaliser l'union de tous autour de l'autorité gouvernementale ainsi qu'une collaboration intime entre Français et Indochinois ; ensuite, redonner à l'autorité son prestige et ses moyens, améliorer le rendement de l'Administration ; enfin, modifier les institutions qui ne répondaient plus aux nécessités du moment, changer les méthodes surannées, en restant dans le cadre des traités et des textes organiques fondamentaux.

« Mais quels ont été, dans cette voie, Monsieur le Directeur, les principes qui ont guidé l'action du Gouvernement ? »

— Ces principes ont été exposés par l'Amiral en de nombreuses occasions ; il les a définis avec une netteté particulière dans son dernier discours au Conseil Fédéral. Ce sont : les principes généraux de la Révolution Nationale ; le respect et le développement de la personnalité des Etats protégés dans le cadre des traités ; l'harmonisation, à l'échelon fédéral, des éléments sociaux très divers qui composent l'Indochine, la création progressive d'une fédération.

Ce sont eux, qui ont inspiré les importantes réformes des institutions qui ont été opérées depuis quatre ans.

— Pourriez-vous nous donner un aperçu de ces réformes ?

— Elles ont été très nombreuses ; et il ne serait pas possible de les énumérer toutes ici, encore que, dans les circonstances actuelles — ce n'est pas quand la tempête souffle à l'extérieur qu'il faut modifier le gros œuvre —, il ne pouvait être question d'opérer des réformes de structure. Elles ont tendu essentiellement, je viens de le préciser, à corriger, consolider, préparer...

Elles peuvent se classer, en ce qui concerne le domaine de la politique intérieure proprement dite, en trois catégories. D'abord celles qui répondent au double souci d'améliorer l'Administration, de la rendre plus efficace, de lui insuffler un esprit nouveau, d'une part, en redonnant son sens à l'autorité et à la responsabilité ; d'autre part, en faisant collaborer de plus en plus intimement les Indochinois à la gestion des affaires du pays. Parmi ces réformes touchant à l'Administration, une des plus importantes a tendu, précisément, à confier, de façon de plus en plus large, à mesure que s'élève le niveau de l'instruction générale, les fonctions de gestion aux jeunes Indochinois, sélectionnés d'après leurs mérites.

Ces dernières années ont vu ainsi de nombreux cadres locaux français s'ouvrir aux Indochinois, auxquels l'égalité de traitement a été assurée à égalité de titres, compte tenu simplement de la prime d'expatriation et de certaines indemnités spéciales ; d'autres vont être ouverts ; des cadres nouveaux indochinois assimilés aux cadres locaux, ont été également créés, donnant un vaste débouché aux élites autochtones et leur assurant des situations morale et matérielle en rapport avec leur formation.

Non moins importantes ont été les mesures prises pour renforcer l'autorité des chefs responsables aux différents échelons, avec le renforcement parallèle du contrôle, dans le but d'améliorer le rendement de l'Administration. Citons parmi les principales réalisations : les directives données pour la subordination plus étroite des services techniques aux fonctionnaires d'autorité ; la réorganisation des inspections administratives ; le développement systématique de la politique de contacts des autorités françaises et autochtones avec les populations.

Toujours sur le plan administratif, les mêmes principes ont abouti à la réforme des institutions communales dans le but de renforcer l'autorité et le prestige des notables.

Enfin, dans l'Administration de la Justice, la création d'une Cour de Cassation à Saigon, statuant en matière criminelle, l'organisation des juridictions spéciales mois pour les populations du Centre indochinois ont complété cet ensemble.

Une seconde série de réformes a eu pour but de corriger les institutions dans le sens d'un développement de la personnalité des Etats protégés et de l'aménagement progressif d'une Fédération.

Les principales concernent les Etats protégés, auxquels le Gouvernement s'est efforcé d'appliquer des méthodes d'administration modernes pour en améliorer le rendement et accroître leur

prestige. C'est ainsi qu'en Annam ; au Cambodge, et à la cour de Luang-Prabang, l'organisation des ministères a été modifiée et leurs attributions étendues ; qu'au Cambodge, l'Ecole de pali et l'Institut Bouddhique ont été transformés en Institution fédérale pour augmenter leur activité et leur rayonnement ; qu'au Laos, la création d'écoles primaires de pali est envisagée ; qu'au Cambodge — comme en Cochinchine — a été créée une Inspection des Affaires administratives autochtones.

Dans les cinq pays de l'Union, le cadre mandarin a été réorganisé pour unifier son statut, en élever le niveau et établir des échelles de soldes équitables.

Sur le plan fédéral, l'un des soucis principaux du Gouvernement a été la réforme des assemblées dans le but de fixer une base solide et cohérente de la représentation fédérale. La réforme a été réalisée en deux étapes, marquées par la création du Conseil Fédéral Indochinois, en 1942, auquel a succédé, en 1943, le Conseil Fédéral de l'Indochine. INDOCHINE a consacré, il y a quelques mois, un de ses numéros à cette assemblée ; il serait superflu d'y revenir.

Mentionnons encore à l'échelon fédéral l'unification des législations. L'idée suivie a été d'amorcer la création d'un droit fédéral et d'une citoyenneté indochinoise.

Les dispositions réglementaires relatives aux statuts personnels indochinois sont en cours d'unification au Département, afin d'éviter tous conflits entre les populations locales et de resserrer la solidarité fédérale.

De même, les conflits de législation locale seront évités à l'avenir par la détermination précise des législations applicables aux Indochinois dans le domaine de la loi locale. Une refonte du Code civil des sujets français de Cochinchine est soumise à la sanction ministérielle, tandis qu'un Code fédéral des contrats et obligations applicables à toute l'Indochine est en voie d'élaboration.

Dans le domaine du droit pénal, un projet à l'étude tend à unifier les réglementations locales de façon à frapper les mêmes fautes des mêmes peines, sans distinction de statut, dans toute l'Indochine.

Enfin, la troisième catégorie de réformes, réalisée pour la plupart par d'autres services que la Direction des Affaires politiques, mais en accord avec elle, comprend celles qui constituent le complément naturel de ces mesures, en visant à améliorer le niveau social et intellectuel de la population.

Citons parmi les réformes sociales :

La lutte contre l'analphabétisme, qui a vu le développement considérable des écoles rurales : plus de 4.000 écoles nouvelles ont été créées en Annam, au Tonkin et en Cochinchine ;

La création d'un enseignement classique extrême-oriental dans les lycées des pays annamites, complété par l'enseignement classique des caractères ;

La création d'une Inspection des Affaires méos pour la protection de cette importante minorité ethnique et la formation de cadres méos ;

Enfin, l'aménagement du Casier tonkinois à

Rach-gia, qui a permis l'installation de familles provenant du delta tonkinois surpeuplé.

Dans le domaine de l'Enseignement, de nombreuses améliorations ont été réalisées. Les plus importantes concernent :

La transformation de l'Ecole de Droit en Faculté et celle de l'Ecole de plein exercice en Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie ;

La création de l'Ecole Supérieure des Sciences ;



La création, en projet, d'une Ecole Supérieure de Commerce ;

La réorganisation de l'Enseignement technique et industriel des Ecoles des Beaux-Arts, d'Architecture, d'Agriculture, Vétérinaire ;

Enfin, l'installation d'une Cité Universitaire à Hanoi.



Dans cette catégorie de réformes, on doit encore ranger l'organisation du mouvement « sports-jeunesse » qui a pris un essor remarquable depuis la fondation du Commissariat Général à l'Education Physique, aux Sports et à la Jeunesse en Indochine en décembre 1941.

— Mais, n'est-ce pas également la Direction des Affaires politiques qui s'occupe de la Légion. Et n'y a-t-il pas eu, de même, récemment, à ce point de vue, une réorganisation récente ?

— Effectivement, les instructions reçues de France en 1943 ont conduit l'Amiral à réaliser en Indochine une réorganisation et une mise au point des consignes. Il a bien voulu confier cette tâche à la Direction des Affaires politiques, à laquelle l'organisation nouvelle a été rattachée.

Celle-ci a été conçue essentiellement pour donner plus d'indépendance à la Légion, en supprimant tout intermédiaire entre elle et l'Amiral,

représentant du Maréchal ; pour consacrer sa personnalité vis-à-vis des Pouvoirs Publics et lui permettre de préciser et de renforcer son action.

Le Commissariat Général a disparu, tandis qu'une Présidence fédérale, avec secrétariat, a été instituée et qu'un délégué est chargé d'assurer la liaison entre le Gouvernement et les organismes légionnaires, de diffuser auprès d'eux les mots d'ordre et les consignes et de centraliser la propagande. Un Secrétariat permanent a été créé, enfin, à la Direction politique pour suivre toutes les questions intéressant l'administration de la Légion et diriger son orientation doctrinale. Parallèlement, les consignes et les mots d'ordre ont été précisés pour mettre fin à certains flottements qui s'étaient fait jour avec le défaut de centralisation antérieur.

La Légion, ainsi réorganisée, a pleinement rempli en Indochine le rôle que lui a fixé le Maréchal : Elle a été « le foyer naturel de l'unité française », elle a puissamment contribué à cimenter l'union et la concorde entre Français et Indochinois ; tous connaissent aussi l'importance de son action en matière d'entraide et d'assistance sociale ; elle a été au premier rang, au cours des bombardements, pour relever les malheureuses victimes et leur porter secours. 116.000.000 de francs ont été versés pour le Secours National, tant par les Français que par les Indochinois, pour venir en aide aux misères de la Métropole.

— Il n'existe certainement pas de spectacle plus émouvant pour un Français que cette union, en plein isolement, entre Français et Indochinois ; que cette fidélité des Indochinois à la France malheureuse ; que ce calme maintenu dans la tempête grâce à la politique prudente et ferme du Maréchal et de son représentant en Indochine, l'Amiral Decoux...

— C'est, en effet, là, voyez-vous, la meilleure preuve, la preuve expérimentale, de la valeur de la politique suivie : malgré le ralentissement brutal ou l'arrêt de plus en plus accentué des échanges extérieurs, malgré les tentatives de certains éléments subversifs, jouets d'ambitieux ou de fanatiques, malgré les difficultés de toutes sortes, non seulement le calme intérieur n'a pas été troublé depuis le début de 1941 ; mais ce calme a été obtenu sans que les Autorités aient été obligées de recourir en grand nombre, autrement qu'à titre d'exemples, aux moyens de coercition exceptionnels que l'état de guerre avait mis à sa disposition ; sans que la moyenne annuelle des condamnations ait sensiblement augmenté.

Et c'est aussi là, pour tous, Français et Indochinois, la certitude que leur salut commun, dans les nouvelles bourrasques qui se préparent, est derrière le Maréchal, dans la discipline et dans l'union.

LES BOBARDIERS LOURDS



PREMIER BOBARDIER : « Je sais de source absolument sûre — de source officielle, mon cher — que le gouvernement a décrété la suppression du poste Radio-Bobard. »

DEUXIÈME BOBARDIER : « Pas possible ? Et pourquoi ? »

PREMIER BOBARDIER : « Sous le fallacieux prétexte de faire des économies d'excentricité ! »

DEUXIÈME BOBARDIER : « On aura tout vu ! Ah, ces régimes d'autorité ! »

COMMENT L'INDOCHINE A SU ADAPTER SON ÉCONOMIE AUX CIRCONSTANCES NÉES DE LA GUERRE

par Jacques CAILLEVILLE

Après quatre ans d'efforts :

Une interview de M. le Secrétaire Général Jean COUSIN sur la situation financière.

"L'ŒUVRE de ces quatre dernières années ?... (M. le Secrétaire Général me fixe un instant de son œil vif.) Cette œuvre, ne la connaissez-vous pas déjà, avant même de toucher le Gouvernement général ?

— J'ai fait le tour d'horizon auquel peut se livrer tout habitant de l'Indochine.

— Bien : c'est ce que vous voyez autour de vous qui constitue la meilleure information. Si vous voulez que je schématise, disons qu'il y a, à la direction, une volonté sûre d'elle-même et de ses intentions ; autour d'elle, une somme d'énergies vigoureusement rassemblées, avec une administration cohérente, groupant et dirigeant les activités au milieu de difficultés et de périls. Les efforts soutenus par tous dans tous les domaines, dans une atmosphère d'intelligente compréhension, ont assuré au pays la paix et la possibilité de vivre... Certainement vit-on moins bien qu'auparavant, de plus en plus durement même, mais encore bien mieux que sur les trois quarts au moins de la planète ! De ces résultats, il nous faut d'un seul cœur remercier l'Amiral Decoux : son action a su maintenir dans cette partie de l'Extrême-Orient le rayonnement de la France civilisatrice.

— Puis-je vous demander, Monsieur le Secrétaire Général, d'exposer rapidement la situation financière de l'Indochine ?

— D'accord. Mais disons tout de suite que, dans un bilan d'efforts et de résultats, la gestion financière ne forme que l'accessoire. Elle n'est qu'un moyen d'exécution. Elle n'acquiert de valeur qu'en fonction du but poursuivi et des conditions dans lesquelles elle permet de l'atteindre. La politique — et je prends ce terme dans son sens large et vrai — se juge en dehors d'elle... Mais statiquement, à un moment donné, on peut admettre que la situation financière d'un pays reflète son état général. Etudions-la si vous voulez sous cet angle.

— Jamais les charges n'ont dû être aussi lourdes ?

— En effet. Jamais d'aussi larges programmes de travaux n'avaient vu le jour ; jamais tant d'attentions — et toute attention est coûteuse — n'avaient été portées à la sauvegarde et à la préparation de la jeunesse ; jamais les interventions dans l'ordre économique n'avaient été — et de loin — aussi poussées ; jamais enfin les besoins d'assistance n'avaient été aussi largement suivis.

Cependant, au cours de ces quatre années, les budgets qui additionnent toutes les charges administratives n'ont laissé aucune déconvenue. Voulez-vous des chiffres ? Le Budget général de 1942 — le dernier qui soit entièrement arrêté — s'est soldé par un excédent de recettes de quelque 33 millions de piastres ; la plus-value sera du même ordre pour le Budget général de 1943, clos en mai dernier. Quant à la somme des réserves constituées par les Budgets général et locaux, elle dépasse actuellement 160 millions de piastres.

— C'est que la fiscalité...

— Non. Je ne crois pas que la fiscalité soit devenue excessive, si j'en juge par l'extrême facilité rencontrée dans les recouvrements. Les impôts ne sont pas trop lourds. En matière de contributions indirectes, le Gouvernement général s'est efforcé d'éviter les taxations exagérées qui, en réalité, font disparaître la matière imposable. Pour les contributions directes, il a modernisé le régime fiscal et fait en sorte de ne pas alourdir la charge qui pèse sur la partie la plus déshéritée de la population... D'ailleurs les contribuables qui ont été touchés par les nouveaux impôts ont parfaitement compris l'opportunité de cette réforme.

— Je reconnais que l'impôt direct, tel qu'il résulte des nouveaux textes, est encore beaucoup moins lourd en Indochine qu'en France... moins lourd aussi qu'il n'était, dès avant la guerre, dans les colonies étrangères qui nous entouraient...

— Je ne vous le fais pas dire ! Quoi qu'il en soit, jusqu'à ces derniers temps, les recettes budgétaires ont couvert non seulement les dépenses dites elles aussi budgétaires, mais aussi toutes les dépenses de trésorerie qui pouvaient incomber au Gouvernement général, comme celles actuellement engagées au titre des Grands Travaux...

— Je croyais ces dépenses couvertes, en grande partie au moins, par des emprunts dans la Métropole ?

— Oui. Mais avec la guerre et les difficultés de communication, ces emprunts ont cessé et c'est la trésorerie indochinoise qui a été obligée de supporter une charge qui, normalement, devait incomber aux fonds d'emprunt. Eh bien ! toutes ces dépenses, je le répète, ont été couvertes par des recettes budgétaires qui présentaient toujours un large excédent sur les dépenses proprement budgétaires.

— Je puis donc dire qu'il n'y a pas usage de... « la planche à billets » pour des besoins administratifs ?

— Je vous demande expressément de le dire : il n'y a pas d'inflation budgétaire. Et — ajoute M. Cousin en détachant bien ses mots — le Gouvernement général prendra toujours toutes dispositions pour qu'il n'y en ait pas !

— Mais, en face de charges qui se sont accrues dans de fortes proportions, certaines recettes importantes n'ont-elles pas automatiquement diminué ? Les recettes douanières par exemple ?

— Contrairement à ce que vous croyez, les recettes douanières, qui ne sont plus perçues sur la nature et le poids des objets, mais sur leur valeur, ont augmenté. La diminution de poids a été compensée par l'accroissement des prix. Les droits de douane — et M. Cousin feuilleta rapidement des statistiques — ont donné par exemple 19 millions de piastres en 1942 contre 15 millions en 1940. La plupart des droits intérieurs — alcool, tabac — sont également *ad valorem* et leur rapport a augmenté dans de fortes proportions. Cependant...

— Cependant ?

— Si je vous ai indiqué que, jusqu'à la fin de l'année dernière, la situation budgétaire était excellente, je ne vous cacherais pas qu'elle apparaît aujourd'hui nettement moins favorable. Cela tient à deux causes : la première, d'origine lointaine, c'est l'appauvrissement continu du pays faute d'importations, appauvrissement qui entraîne un ralentissement progressif des différentes activités et, parlant, un ralentissement des rentrées fiscales ; la seconde, cause récente, est le trouble apporté aux transports intérieurs et à la production par l'état de guerre et surtout par les bombardements aériens du début de l'année. Les recettes fiscales fléchissent donc. D'un autre côté, la hausse des prix entraîne fatalement une hausse des dépenses de personnel, de matériel, de travaux. Mais contre cette double raison de déséquilibre, toutes dispositions sont prises dès à présent : les dépenses s'aligneront sur les recettes.

— Mais... par quel moyen ? Cela paraît a priori impossible !

— Nullement. Outre qu'une Administration peut toujours, comme un particulier réduire son train de vie, je vous ai dit l'importance prise dans les différents budgets par les Grands Travaux. Des instructions très strictes ont été données à ce sujet par l'Amiral pour la préparation du budget de 1945 en recommandant à tous de faire des économies sévères et en prenant également la décision d'arrêter tous projets de travaux neufs, sauf ceux qui seraient dictés par la plus absolue nécessité... Oh ! l'Amiral reconnaît parfaitement les inconvénients de cette décision. Il a, tant qu'il a été possible de le faire, maintenu une politique vigoureuse d'investissement, d'équipement du pays en vue de l'avenir. Mais la suspension des travaux neufs est dictée par les circonstances.

— Il n'y a pas, vous me l'avez bien précisé, d'inflation budgétaire. Les dépenses s'alignent et continueront de s'aligner sur les recettes. Mais n'y a-t-il pas « inflation » tout court ? Chacun sait que la circulation fiduciaire, le nombre de piastres en circulation, augmente sans cesse !

— La circulation fiduciaire, en effet, a à peu près triplé depuis fin 1940 et on peut dire qu'il y a inflation si l'on appelle ainsi toute augmentation des moyens monétaires. Mais — et c'est la seule chose qui compte — ce n'est pas une inflation malsaine parce qu'elle n'est pas sans contrepartie. Actuellement, en règlement des exportations et dépenses diverses faites sur son territoire et qui se chiffrent par des sommes fort élevées, l'Indochine ne reçoit, du fait des circonstances, que très peu de marchandises et très peu de services compensateurs. Elle reçoit des avoirs en francs et en yens, avoirs qu'elle ne pourra employer que lorsque l'époque des échanges normaux et des relations faciles sera revenue.

— Si je comprends bien, l'excès de piastres que nous trouvons à l'intérieur représente ces avoirs de l'extérieur et correspond à ce que la guerre nous empêche de recevoir en fait de marchandises ou de machines. Pour prendre un exemple, une maison d'importation qui possédait avant la guerre un stock de marchandises représentant un million de piastres se trouve aujourd'hui avoir épuisé son stock et posséder à la place un million de piastres de billets de banque. Mais après la guerre, ces billets lui donneront droit, pour renouveler son stock, à une part équivalente des francs ou des yens dont l'Indochine dispose maintenant au dehors ?

— Oui. A l'heure actuelle, le danger ne réside pas dans cette accumulation de réserves. Il réside dans le fait qu'on demande trop à un pays auquel est refusée toute substance venue de l'extérieur et dont les événements de guerre ont déjà troublé l'économie. La rareté des produits, jointe à l'abondance des moyens monétaires, entraîne automatiquement la hausse... Le mouvement s'accélère du fait que beaucoup d'Indochinois, mal au courant des choses, ne jugeant que sur les apparences, s'imaginent qu'en achetant n'importe quelle valeur dite réelle, ils se mettront à l'abri d'une dévalorisation continue et prononcée de la monnaie qui n'existe que dans leurs craintes et non dans la réalité. Que vaudront toutes ces valeurs... d'occasion, lorsque chacun voudra s'en défaire hâtivement après les hostilités, pour effectuer les vrais achats dont l'Indochine aura besoin, à l'extérieur ? Le Gouvernement général, en même temps qu'il luttait contre ces pratiques nées d'un sentiment un peu simpliste de la situation, s'est employé à « stériliser » les disponibilités monétaires. Il y en a en partie réussi : les résultats acquis en matière budgétaire le prouvent déjà ; le prouve aussi l'importance des placements en Bons du Trésor, qui atteignent aujourd'hui près de 100 millions de piastres. De la hausse actuelle, qui tire son origine d'un décalage de l'offre et de la demande et d'un déséquilibre provisoire des échanges extérieurs, il ne restera pratiquement rien. Que chacun le comprenne, garde confiance en l'avenir de l'Indochine et, par conséquent, en l'avenir de sa monnaie. Elle est techniquement, solidement assise, et elle est appuyée sur un tel potentiel de richesse et d'énergie !...

— On le comprend : le récent succès de l'emprunt de conversion l'a démontré.

— Oui, le fait que plus de 21 millions de piastres de souscriptions aient été apportés en quelques jours est d'excellent augure. Ce succès financier n'est-il pas la consécration par l'opinion de quatre années de bonne politique ?...

... Et une interview de M. le Commissaire MARTIN, Directeur des Affaires Économiques.

L'INDOCHINE, celle d'avant la guerre, celle que plusieurs générations avaient patiemment édiflée, vivait de ses échanges avec l'extérieur. Des courants réguliers emportaient son riz, son maïs, son caoutchouc, son charbon, lui apportaient de quoi se vêtir, de quoi s'équiper, les mille et un objets auxquels recourt à chaque instant la vie quotidienne. On pouvait bien répéter que l'Indochine était un pays riche : elle l'était comme le fermier au milieu de ses champs, attendant que lui vienne de la ville le plus clair de ce dont il a besoin pour son usage personnel. La ville, pour la plus large part, c'était la France.

Depuis quatre ans, les échanges se sont trouvés progressivement détournés puis paralysés. Le fermier a été réduit à ses champs... Comment une transformation aussi radicale a-t-elle été possible sans à-coups graves, sans une atrophie générale, sans que le niveau de vie de chacun soit réduit dans des proportions catastrophiques ? Comment trouve-t-on encore ici des facilités qui surprennent tous ceux qui viennent des pays voisins de l'Extrême-Orient ? Voilà ce que le Commissaire Martin, Directeur des Services Économiques, nous a brièvement exposé en remontant à l'origine, à l'Armistice de juin 1940, dont un petit, très petit nombre de gens surent aussitôt dégager les conséquences indochinoises.

— Dès les premiers mois, les difficultés de communication avec la France rendaient indispensable la recherche de nouveaux débouchés, de nouveaux fournisseurs. La loi du 15 octobre 1940 donnait à l'Indochine l'autonomie douanière nécessaire en supprimant les privilèges des produits nationaux. Des négociations étaient entamées avec le Japon, en Indochine d'abord, par l'intermédiaire d'une mission spéciale, à Tokyo ensuite, où la Délégation venue d'Indochine retrouvait les représentants du Gouvernement français. La Mission Robin...

— La Mission Robin ! Ces deux mots apportent avec eux tout le souvenir d'une époque de transition angoissée, de catastrophe trop récente, pas encore combattue par la volonté de lutter dans une voie nouvelle. Tout s'écroulait. Les esprits ne s'étaient pas repris, incapables d'admettre que le passé fut réellement mort, de voir dans l'avenir autre chose qu'une redoutable inconnue contre laquelle on ne pouvait rien, incapables de renoncer à la tentation facile des expédients... Pourtant cet avenir — notre présent — quelques Français l'organisaient déjà avec méthode.

— Les négociations de Tokyo, continue le Commissaire Martin, aboutissaient, le 20 janvier 1941, à la conclusion d'un premier accord, fixant les conditions d'exportation du riz d'Indochine à destination du Japon pour toute l'année. Quelques mois plus tard, un accord plus général précisait l'ensemble des échanges entre le Japon et l'Indochine. Des tableaux annexés, révisables chaque année, mentionnaient les quantités de chaque produit à importer et à exporter. Pour exécuter les exportations et utiliser au mieux les importations, il devenait nécessaire de soumettre toutes les transactions au contrôle du Gouvernement général et de substituer à une économie libérale une structure économique nouvelle. La liberté des échanges fut progressivement supprimée et aboutit à une mainmise totale de l'État sur le commerce extérieur. Dans ce sens, la Fédération

des Importateurs était créée dès le début de 1941 et exerçait, pour le compte de l'Administration, le contrôle de toutes les importations. Celui des exportations était exercé par des organismes conçus suivant une formule nouvelle, les « Comptoirs », et par la Direction des Services Économiques. Les Comptoirs du Caoutchouc (décembre 1940) et des Riz et Maïs (début 1941) contrôlaient toutes les opérations concernant ces trois produits principaux. Cette organisation a trouvé son achèvement dans la création des Groupements professionnels qui, étendus à tous les secteurs de la vie économique, réunissent les différentes activités du pays dans une organisation de forme corporative.

— Des échanges autres que ceux avec le Japon ont-ils pu être poursuivis quelque temps après l'Armistice ?

— Oui, avec Honkong et surtout Shanghai. Shanghai, où d'énormes stocks avaient été constitués pour le marché chinois, est resté jusqu'à l'ouverture du conflit du Pacifique le grand port d'Extrême-Orient. L'Indochine s'y est largement ravitaillée. Enfin, nous avons encore pu recevoir de nombreux produits de France pendant le début de l'année 1941. C'était là le répit qui allait nous permettre de nous organiser.

— Qu'est-il advenu des principales exportations autres que le riz : maïs, caoutchouc, charbon ?

— Pour le maïs, les exportations d'avant guerre portaient sur 300.000 à 400.000 tonnes et un gros effort de production avait été entrepris à la demande de la métropole. Les accords passés avec le Japon prévoient l'exportation de la totalité du maïs, mais, fait à noter, les superficies consacrées à la culture du maïs se sont réduites d'elles-mêmes, les cultures oléagineuses ou vivrières devenant plus profitables. Pour le caoutchouc, le Gouvernement français constitue en Indochine un stock national important. Le Japon s'est également porté acheteur. Quant au charbon, il a fallu réduire progressivement les quantités produites, passées de 2.800.000 tonnes en 1940 à 950.000 tonnes en 1943.

— Devant la réduction des importations, quels produits de remplacement a-t-on pu créer sur place ?

— Nous pouvons les classer en produits d'origine agricole, artisanale ou industrielle. Parmi les premiers, les carburants méritent une mention spéciale. Le remplacement de l'essence — dont l'Indochine importait 40.000 tonnes avant la guerre — a été réalisé d'une part par la fabrication d'alcool carburant, d'autre part par celle de gazogènes qui ont permis d'équiper près de 3.000 véhicules de 1940 à 1942. Le mazout d'importation — 20.000 tonnes avant la guerre — a été remplacé par des mazouts végétaux et des huiles de poisson. Des cultures d'oléagineux, poursuivies à partir de 1941, portent sur une production annuelle moyenne de 15.000 tonnes d'huile d'arachide et de ricin, auxquelles s'ajoute l'huile de coco. Les produits artisanaux se sont extraordinairement développés et dans tous les domaines, depuis les produits semi-industriels (quincaillerie par exemple) jusqu'aux produits finis, comme le papier. La production industrielle a visé la fabri-

cation de matières premières, notamment de produits chimiques comme la poudre noire pour les mines, le chlorate de potasse pour les allumettes... L'Indochine, vous le savez, produit 250 à 300 tonnes de fonte par mois : c'est un résultat qu'il faut juger, comme les autres, en fonction du point de départ ! Vous me demandez d'énumérer des produits de remplacement importants ? Prenez les huiles végétales, dont on a pu constituer une gamme extrêmement variée, depuis l'huile pour automobiles jusqu'à l'huile pour cylindre à vapeur... ; prenez la pouzzolane, le tuileau, auxquels a aussitôt donné naissance la démolition de la cimenterie d'Haiphong... ; les pneus, dont on sort plusieurs centaines par mois... ; la quinine, pour laquelle nous n'en sommes encore, malheureusement, qu'au tiers des besoins du pays...

— *L'importation n'est cependant pas complètement arrêtée ?*

— Non, mais sa courbe descend de plus en plus vite :

560.000 tonnes en 1940 ;
226.000 tonnes en 1941 ;
94.000 tonnes en 1942 ;
73.000 tonnes en 1943.

En outre faut-il tenir compte d'un facteur qui joue pour la production locale comme pour l'importation : la baisse de qualité inhérente aux fabrications commerciales du temps de guerre. A consommation égale — et la nôtre a augmenté — il nous faudrait en fait notablement plus de produits qu'avant la guerre.

— *Il est donc indispensable que les produits, les marchandises dont nous disposons soient répartis suivant un contrôle sévère ?*

— Ce contrôle a été exercé dès 1941 par l'intermédiaire d'organismes créés spécialement et,

à partir de 1942, par les Groupements professionnels, agissant pour le compte de l'Administration et suivant ses directives. Les principaux Comptoirs ou Comités de répartition existant actuellement contrôlent les produits chimiques et métallurgiques, le papier, toutes les matières premières nécessaires au tissage, les pneus, les accessoires d'autos et quantité de produits divers, depuis le verre à vitre jusqu'aux articles de bicyclette... Ajoutez les produits de grande consommation courante, comme le sucre et le savon. A la répartition s'ajoute le contrôle des prix, institué d'abord pour les produits importés, puis étendu aux produits industriels, aux produits agricoles de grande consommation, aux transports. Le contrôle des prix ne peut évidemment que freiner la hausse des produits importés, puisque l'acheteur n'a généralement aucune possibilité de discussion. Mais en limitant la marge de bénéfice de l'importateur et du détaillant on contrarie tout de même un déséquilibre que le décalage entre l'offre et la demande pourrait rendre infiniment plus considérable... Vous me direz que le contrôle des prix n'a pas supprimé le marché noir : le marché noir est entretenu par le consommateur lui-même autant que par les habitudes commerciales de la masse asiatique. L'Administration cependant lutte avec efficacité contre le marché noir... »

Sans doute, pensé-je en écoutant le Commissaire Martin, la critique est aisée... Qui n'a à se plaindre ! Qui n'a, avec ses mains vides, pour distribuer de l'étoffe ou du savon, quelque méthode infallible directement inspirée de celle de la multiplication des pains ! Mais la réalité est que nous vivons et, comme je l'entendais au début de ces interviews, « bien plus confortablement que sur les trois quarts au moins de la planète ». C'est le seul jugement qui compte.

« COMMENT LUTTER CONTRE LE MARCHÉ NOIR SI CHACUN S'EN FAIT LE COMPLICE ? »



« Ce livre ne vaut pas un clou (1), impossible de trouver la place du Marché-Noir. »

(1) On voit bien que M. Durand ne connaît pas la valeur des clous. — (N.D.L.R.)

Quatre ans de Grands Travaux en Indochine

JUILLET 1940-juillet 1944 ! Quatre années de guerre, de blocus, de restrictions croissantes...

A priori, il semblait que tout ce qui était grands travaux, équipement, allait être suspendu ; que l'Indochine, repliée sur elle-même devant les difficultés, allait attendre passivement la fin de la tourmente. Toute idée d'avenir était chimérique : le seul problème du présent, vivre, durer, suffisait à décourager.

Et pourtant, tel n'a pas été le cas : jamais, en quatre années de paix, de facilité, on n'a construit, on n'a réalisé dans tous les domaines autant qu'en ces quatre années d'innombrables impossibilités ! On s'est habitué aux mots fatidiques : « Cela manque ! ». Tout manque, mais on a appris que la volonté, l'acharnement, l'ingéniosité peuvent y pourvoir. Il n'y a plus de ciment, mais jamais les chantiers n'ont été aussi nombreux. Il n'y a plus de transport qui ne pose d'insolubles problèmes, plus de fer ni de bois qu'on sache où trouver, plus d'ouvrier lointain qu'il ne faille nourrir, vêtir, soigner avec des moyens de fortune, mais partout les travaux sont réalisés à temps, les plans suivis, les programmes exécutés — et quels programmes !...

Nous avons été demander à M. Bigorne, Inspecteur Général des Travaux Publics, de les exposer dans leurs grandes lignes aux lecteurs d'Indochine. Ainsi schématisés, dépouillés, ils apparaissent comme un film saisissant où tout un pays de 2.000 kilomètres de longueur se couvre de routes nouvelles, où des terres non irriguées font place à des cultures, où des villes changent d'aspect, se hérissent de bâtiments neufs. C'est seulement parce que nous suivons au jour le jour cette évolution qu'elle ne nous frappe pas d'avantage, comme celle d'un visage qui vit à côté de nous : ceux qui la découvriront d'un coup, en revenant après la guerre, sauront mieux la mesurer à sa juste valeur. Ils verront avec surprise que l'Indochine est toute prête pour s'adapter à ce nouveau standard de vie que la paix devra amener avec elle, mais qui, dans les pays que la guerre aura ruinés ou simplement paralysés, demandera sans doute bien des années pour s'établir.

M. Bigorne rappelle une interview qu'il a donnée à Radio-Saigon à la fin de 1942 : « J'avais alors indiqué que l'Amiral Decoux, affirmant la vitalité de notre Empire d'Extrême-Orient, décidé à maintenir le prestige de la France dans le Pacifique, avait, dès sa prise de commandement, marqué sa volonté de continuer et même d'accélérer l'œuvre constructive de la France sous le signe de la Révolution Nationale. Je vais vous montrer comment nous avons suivi ses instruc-

tions malgré des difficultés que vous connaissez... »

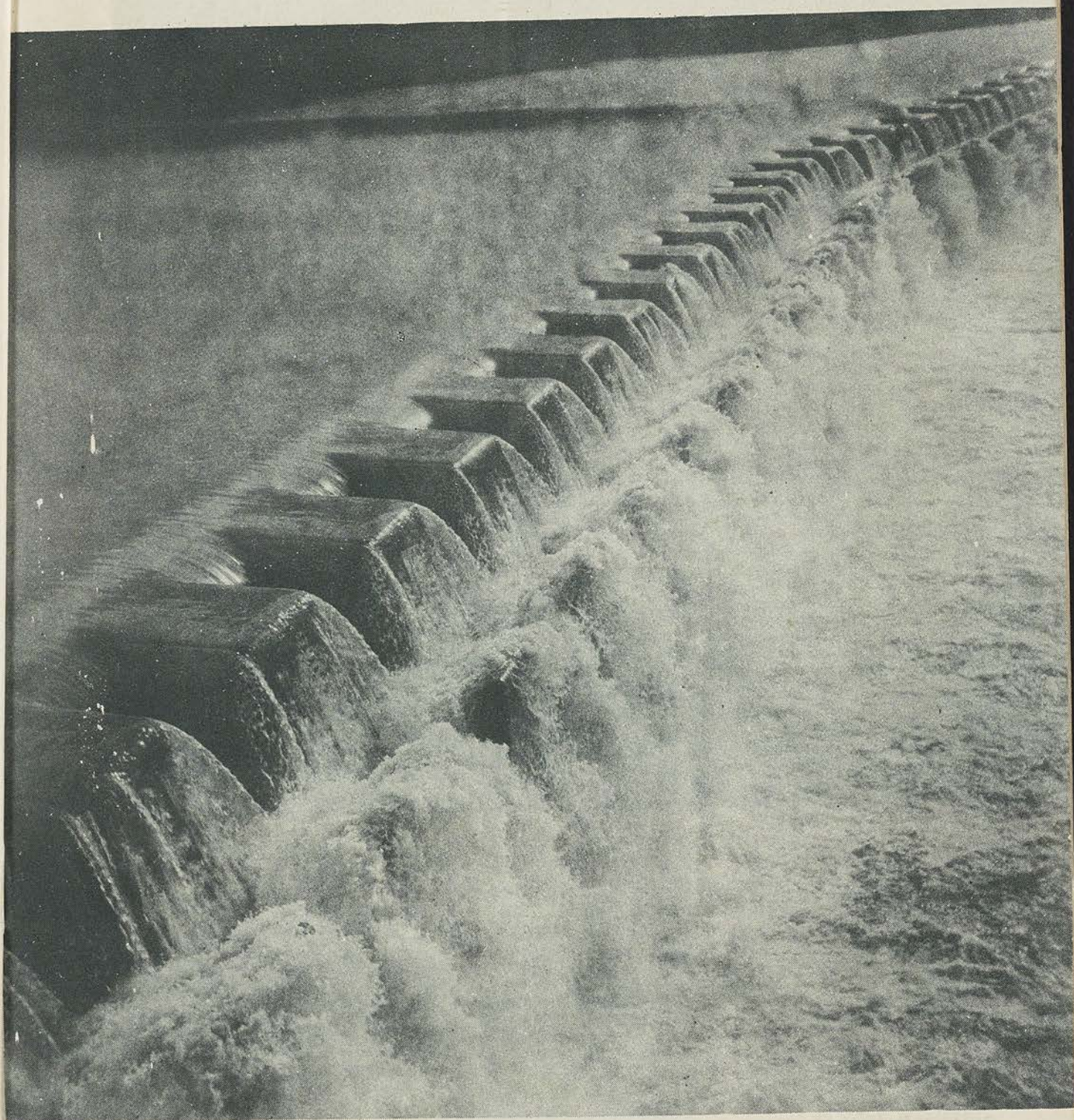
Faut-il rappeler la fatigue d'un personnel qui compte un séjour exceptionnellement long en Indochine, une pénurie de matériaux, d'acier en particulier, de plus en plus aiguë, aggravée il y a un an par la mise hors de service de la cimenterie de Haiphong, par la rareté croissante des moyens de transports... Mais par la fenêtre du bureau en planches des Travaux Publics, installé à la hâte au milieu des pins de Dalat comme un P. C. de commandement en période d'offensive, on voit achever les murs du nouveau bâtiment du Service Géographique, des murs qui affirment que ces difficultés ne comptent pas, qu'il suffit de vouloir pour en avoir raison. A côté de moi, penché sur une carte, M. Bigorne souligne de l'ongle des tracés au crayon bleu, — les routes ont été plus vite que la carte.

ROUTES

« ... Voyez le Laos : c'est surtout sur les routes du Laos, les voies d'accès au Laos que nous avons porté notre effort. D'abord la route Coloniale 13, de Saigon à Luang-Prabang par la vallée du Mékong : un tronçon de 240 kilomètres entre Paksé et Savannakhet achevé en 1941 ; un autre de 71 kilomètres au nord de Vientiane, en 1942 ; un autre de 130 kilomètres entre Thakhek et Vientiane, dont la piste fut achevée en moins d'une saison sèche et ouverte en avril 1943... Ainsi se trouve réalisée en pleine guerre la grande voie terrestre de 1.680 kilomètres qui relie Saigon à Luang-Prabang par Vientiane, liaison qui, avec les trois grandes routes transversales de Quinhon à Pleiku et Stung-Treng, de Dongha à Savannakhet, de Vinh à Thakhek par Ban-Naphao, permettront au Laos d'entrer vraiment dans l'unité économique de l'Indochine. Sur la route Coloniale 12, de Ban-Naphao à Thakhek, sur 135 kilomètres, de très nombreux travaux d'amélioration, de rectification, d'exhaussement, destinés à faire de cette voie une route à grand trafic ont été exécutés... »

C'est la route Coloniale 23 de 120 kilomètres, entre Muongphine et Saravane, décidée en 1939 pour des raisons stratégiques, et présentant un gros intérêt pour le développement du plateau des Bolovens, dont la piste de service est actuellement terminée de bout en bout, les terrassements sur 95 kilomètres, l'empierrement sur 70... On réalise mal l'effort que représente ce chiffre 120 kilomètres de route : on le réalisera mieux si je cite par exemple qu'il a nécessité un pont en béton armé de 280 mètres, un autre de 160 !

C'est la route Coloniale 19 de 260 kilomètres entre Stung-Treng et Pleiku, qui reliera la côte à la vallée du Mékong, dont la piste de service est



... les milliers, les dizaines de milliers d'hectares irrigués, les canaux, les barrages, les réserves d'eau...



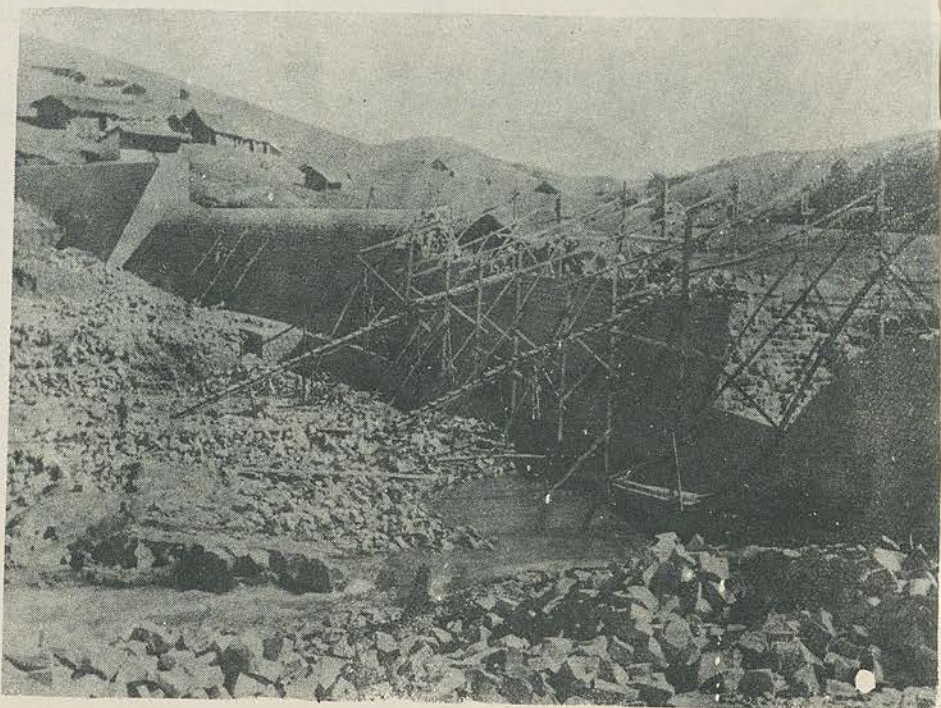
Photos
HESBAY

↑
ANNAM. — Chantier de la
Route Coloniale n° 14 au
Sud de Ban-Méthuot.

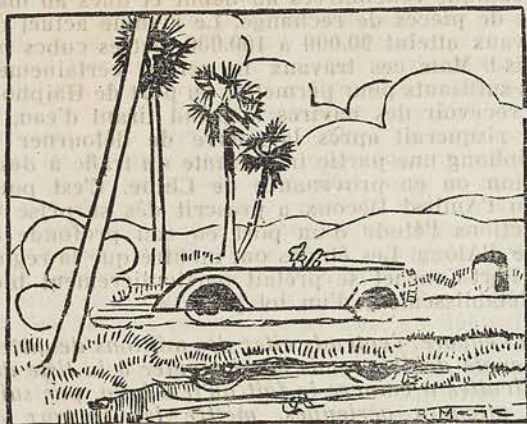
ANGKROET

—
Le barrage. →

... Aux chutes d'Angkroet, près de
Dalat, un barrage et un tunnel
de prise fourniront une puissance
de 700 kw., qui pourra être
portée, en deuxième étape, à
1.200 kw. La mise en service de
l'usine est prévue pour la fin de
l'année...



terminée, les terrassements achevés sur 230 kilomètres, l'empierrement sur 105... La route Coloniale 14, destinée à relier la Cochinchine aux Hauts Plateaux d'Annam (Bannéthuot-Pleiku-



Kontum), qui a nécessité 405 kilomètres de voie nouvelle : les terrassements et ouvrages d'art sont terminés, l'empierrement exécuté sur 365 kilomètres... Et d'autres travaux importants comme l'amélioration de la route Coloniale 13 au Cambodge ; comme le commencement d'une route destinée à relier le Haut-Tonkin au Haut-Laos ; comme — au Tonkin également — la construction de routes intéressant des régions minières ; comme, en Annam, la « Montée de Prenn » qui améliorera tant l'arrivée à Dalat de la route Saigon-Dalat ; comme, en Cochinchine, la route de Camau à Nam-Can...

« Comme vous le voyez, dit M. Bigorgne, l'effort en matière de routes a été considérable ; il a été d'autant plus difficile à réaliser que les difficultés que j'ai signalées au début nous ont obligés à plusieurs reprises à modifier nos projets, d'abord par la suppression des ouvrages en béton armé et leur remplacement par des ouvrages en maçonnerie de ciment, puis par la conception d'ouvrages à la chaux, et même en bois dans certains cas...

HYDRAULIQUE AGRICOLE

« ... Dans le domaine de l'hydraulique agricole, l'effort a été également important, puisque c'est là surtout que les travaux réalisés se traduisent par des bénéfices immédiats et, dans presque tous les cas, par une amélioration rapide des conditions de vie du paysan indochinois. Au Tonkin, je citerai d'abord le grand casier de Hadong-Phuly, dont l'aménagement intéresse 100.000 hectares. Tous les travaux, qui sont achevés aux trois quarts, pourront être terminés au cours de la prochaine saison sèche. Une partie importante du réseau est déjà en service... Dans la région maritime de la province de Namdinh, des travaux qui intéressent 55.000 hectares... »

Sur la carte, après les kilomètres de route, les milliers, les dizaines de milliers d'hectares irrigués, les canaux, les barrages, les réserves d'eau... Au Tonkin encore, 10.000 hectares dans la région maritime de Thai-Binh et un grand canal de navigation dans la province de Ninh-Binh... En

Annam, des réserves d'eau constituées par le grand barrage en terre de Xuan-Duong, exécuté suivant les conceptions les plus modernes et qui, avec ses 22 m. 35 de hauteur, a le record d'Indochine, jusqu'à ce que soit achevé à Liet-Son, un autre de 28 mètres de haut et 170 mètres de long, qui constituera une réserve de 20 millions de mètres cubes d'eau, susceptibles d'irriguer 3.500 hectares... En Cochinchine, la construction de grands canaux dans le quadrilatère Rachgia-Hatien-Chaudoc-Longxuyen, avec l'aménagement d'un « Casier tonkinois » de 3.750 hectares où ont été installées 750 familles tonkinoises ; l'équipement en cours d'un autre casier analogue ; la poursuite des travaux d'aménagement de la plaine de Quan-Lo... Au Cambodge, on a commencé dans la région de Siem-Réap la mise en valeur d'un périmètre irrigable de 15.000 hectares par une dérivation de la rivière, amenée dans la réserve naturelle du Barai ; on poursuit l'aménagement d'une superficie de 12.000 hectares dans la province de Kampot... Mais ce qu'évoquent surtout, derrière les chiffres, ces mots de canaux, barrages, réserves d'eau, ce sont des cultures nouvelles, du riz en supplément, des hommes qui pourront vivre là. Une nouvelle carte ethnique s'élabore, décongestionnant le delta, mieux répartie, correspondant à un niveau de vie supérieur.

BATIMENT

Les villes, elles aussi, prennent un nouveau visage, plus facile à observer. D'un chantier auprès duquel on est passé distraitement pendant un an, sort un jour un bâtiment qui modifie l'aspect d'un quartier de ville et qui représente un nouveau groupement de services, une nouvelle organisation sociale. D'une longue énumération, citons par exemple :

A Hanoi, la Cité Universitaire conçue pour grouper en huit pavillons 640 élèves venus de tous les points de l'Union Indochinoise (deux pavillons déjà en service, un troisième sur le point d'être achevé, un autre qui le sera pour la rentrée d'octobre) ; l'hôpital René-Robin, de 900 lits, qui s'est augmenté de trois pavillons ; l'hôpital de Lanessan, agrandi, modernisé ; la bibliothèque de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, conçue pour recevoir quelque 100.000 volumes...

A Saigon, la nouvelle prison de Chi-Hoa, construite selon les données les plus modernes ; la Maison de la Radio qui, bien plus encore qu'une réalisation architecturale, constituera pour Radio-Saigon le moyen de développer ses émissions...

« ... Comme vous le savez, m'explique M. Bigorgne, un effort important a été réalisé à Dalat, ce centre d'estivage que l'Amiral Decoux considère à juste titre comme la future capitale de l'Indochine, et dont il a voulu poursuivre l'aménagement et le développement malgré les difficultés présentes. Une cité de 50 villas dite « Cité Jean-Decoux », réservée aux familles nombreuses et peu fortunées, a été réalisée en deux tranches : la première — 30 villas — terminée en 1943 ; la seconde — 20 villas — qui vient de l'être. Des constructions considérables ont été faites pour recevoir le Service Géographique de l'Indochine : les bâtiments de l'imprimerie sont achevés et les machines en cours de montage ; le Cercle-hôtel destiné au personnel européen vient d'être ter-

miné et les bureaux le seront avant la fin de l'année...

URBANISME

» ... Au chapitre des bâtiments nouveaux se rattache celui de l'urbanisme. Voyant grand et loin, l'Amiral a, malgré la crise, prescrit de dresser les plans d'aménagement, d'extension et d'embellissement des centres importants de l'Indochine, afin de permettre un développement harmonieux et ordonné de ces centres. Sont déjà sortis les plans suivants : au Tonkin, ceux d'Hanoi, de Haiphong, Haiduong, des stations de Chapa, du Tam-Dao, de Vatchay ; en Annam, celui de Dalat ; le plan de Saigon sera prêt d'ici deux mois et vous verrez bientôt suivre ceux de Phnom-Penh, Hué, Nha-trang, Nam-dinh, Vinh, Paksong, Thakhek, Phanhiêt, Sontây-Tông... »



Ainsi, en pleine guerre, c'est la disposition même des villes qui va se trouver modifiée pour faire place à une autre conception d'existence, basée sur l'esthétique et l'hygiène. L'effort que, depuis 1940, la France métropolitaine prépare dans ce sens trouve ici son prolongement. Ces nouveaux plans d'urbanisme sont l'accompagnement logique des principes que la Révolution Nationale inculque actuellement à toute la jeunesse d'Indochine...

PORTS

Mais, à côté de moi, M. Bigorgne est déjà passé à un autre chapitre : « ... Je vous signale le commencement de la réalisation d'un important projet dit « Haiphong en eaux claires », qui doit permettre de réduire considérablement l'envasement du port de Haiphong lui-même et, dans une certaine mesure, de ses accès maritimes. Pour vous faire une idée de l'importance des travaux, dites-vous qu'on a commencé en 1941 la construction d'un canal de dérivation qui nécessitera l'exé-

cution de 3 millions de mètres cubes de déblais, dont à peu près les deux tiers à la drague. Toute la partie supérieure exécutée à la main est achevée et 600.000 mètres cubes à la drague sont déjà exécutés, malgré de sérieuses difficultés d'ordre mécanique rencontrées au début et dues au manque de pièces de rechange. Le rythme actuel des travaux atteint 90.000 à 100.000 mètres cubes par mois ! Mais ces travaux ne seront certainement pas suffisants pour permettre au port de Haiphong de recevoir des navires à grand tirant d'eau, ce qui risquerait après la guerre de détourner de Haiphong une partie importante du trafic à destination ou en provenance de Chine. C'est pourquoi l'Amiral Decoux a prescrit dès sa prise de fonctions l'étude d'un port en eau profonde en baie d'Along. Les études ont montré que la région de Port-Courbet se prêtait particulièrement bien à l'établissement d'un tel port... »

Ici encore, j'entends citer des millions de mètres cubes de déblais, mais aussi ajouter à la liste des difficultés à vaincre le fait qu'il a fallu, par suite des attaques aériennes, mettre les travaux au ralenti ; attaques d'autant plus stupides qu'il s'agissait là d'une œuvre de longue haleine qui, de toute façon, n'aurait pu se terminer et produire ses effets que bien après la guerre. Il est piquant de voir l'aviation sino-américaine arrêter ainsi des travaux dont les provinces chinoises du Sud auraient pu dès la fin des hostilités être les principales bénéficiaires.

Importante extension prévue du port de Haiphong vers le Nhabé. Aménagement de ports fluviaux sur le Mékong...

HOUILLE BLANCHE

Si curieux que cela paraisse, le chapitre de la houille blanche paraît resté lettre morte jusqu'à la guerre et ce dans un pays qui possède de magnifiques ressources hydro-électriques. Ici encore, il a fallu l'impulsion donnée par un esprit nouveau. C'était une gageure : chacun sait, sans être ingénieur, qu'il n'y a pas de domaine où l'on puisse moins se passer de la production européenne ! Cependant on a poussé les études, poursuivi des réalisations... On a commencé modestement : aux chutes d'Ankroët, près de Dalat, un barrage et un tunnel de prise fourniront une puissance de 700 kw., qui pourra être portée en deuxième étape à 1.200 kw. La mise en service de l'usine est prévue pour la fin de l'année. Des turbines ? Des alternateurs ? Puisqu'on ne pouvait pas en faire venir de l'extérieur, il fallait bien en trouver sur place. On en a trouvé au Tonkin...

De longue haleine, l'étude des chutes du Danhim dans la région du Lang-Bian prévoit la réalisation d'une chute de l'ordre de 750 mètres et l'installation d'une puissance de 100.000 kw. Ce qui permettra en particulier l'électrification du chemin de fer de Dalat et, vraisemblablement, un transport important d'énergie sur la Cochinchine et l'installation d'usines électrométallurgiques et électro-chimiques.

Et d'autres études hydro-électriques pour l'aménagement de la rivière Noire et des lacs Babé au Tonkin, etc...

L'EFFORT DES CHEMINS DE FER

L'Inspecteur Général des Travaux Publics a replié sa carte. « Il y a, dit-il après un instant,

un compartiment important de mon service sur lequel je veux attirer l'attention : les Chemins de fer. Les Chemins de fer ont dû faire face, pour assurer un trafic toujours croissant, à des difficultés considérables, dues au manque presque total de pièces de rechange et, par conséquent, à une insuffisance d'entretien tant du matériel tracteur que du matériel roulant. Grâce aux efforts du personnel, à l'activité et au zèle duquel je tiens à rendre hommage, ces difficultés pouvaient être surmontées... Alors se sont produites les attaques aériennes que vous connaissez. Elles ont eu pour principal effet, vous le savez, non pas de procurer des résultats militaires — quoi qu'en disent des communiqués mensongers dont chacun en Indochine est à même de mesurer le ridicule —, mais de compromettre l'équilibre économique du pays, c'est-à-dire la satisfaction des besoins essentiels ; et c'est en définitive la malheureuse population autochtone, totalement étrangère à la guerre, qui en fait les frais. Malgré tout, les cheminots s'attachent à exploiter au mieux les moyens qui leur restent, avec confian-

ce et courage en dépit des dangers continuels dus aux raids presque journaliers... »

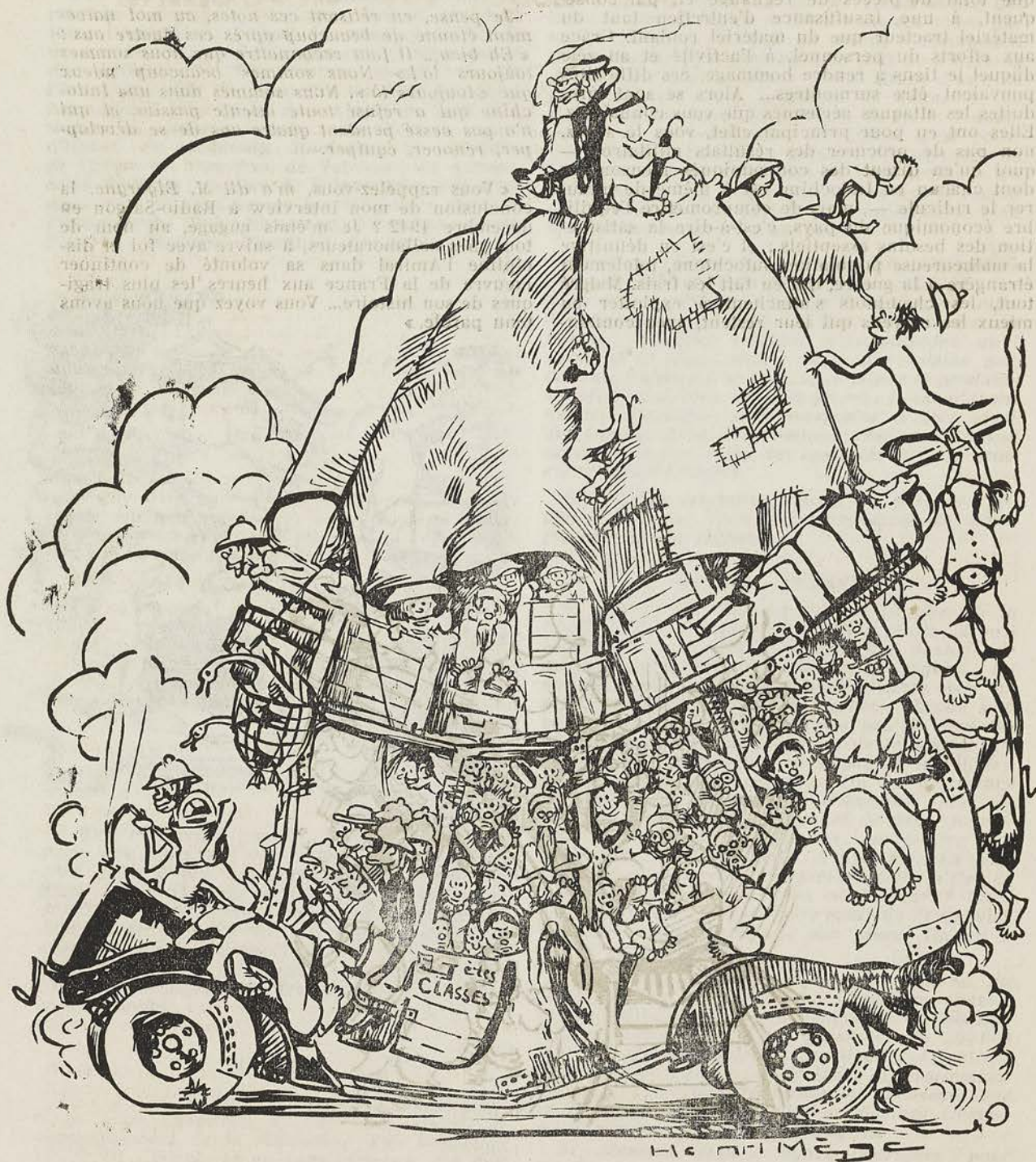
★★

Je pense, en relisant ces notes, au mot naïvement étonné de beaucoup après ces quatre ans : « Eh bien... Il faut reconnaître que nous sommes toujours là ! » Nous sommes beaucoup mieux que « toujours là ». Nous sommes dans une Indochine qui a refusé toute attente passive et qui n'a pas cessé pendant quatre ans de se développer, rénover, équiper.

« Vous rappelez-vous, m'a dit M. Bigorgne, la conclusion de mon interview à Radio-Saigon en décembre 1942 ? Je m'étais engagé, au nom de tous mes collaborateurs, à suivre avec foi et discipline l'Amiral dans sa volonté de continuer l'œuvre de la France aux heures les plus tragiques de son histoire... Vous voyez que nous avons tenu parole. »



HUMOUR ANNAMITE



Eux aussi ils « tiennent ».

L'ŒUVRE DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL A L'ÉDUCATION PHYSIQUE, AUX SPORTS ET A LA JEUNESSE EN INDOCHINE

INDOCHINE a rendu visite à Phan-thiêt au capitaine de vaisseau Ducoroy, Commissaire général à l'Education Physique, aux Sports et à la Jeunesse, non pas dans les nouveaux bureaux que ce Service occupe depuis quelques semaines dans ce centre, mais dans le pavillon de la Direction de l'Ecole Supérieure d'Education Physique. De ce bâtiment, la vue embrasse le grandiose stade de l'Ecole des Moniteurs, la campagne environnante et le magnifique panorama de la mer. Le Commissaire général a bien voulu répondre avec affabilité aux questions que nous lui avons posées, sur l'action et les réalisations du Commissariat général depuis sa création.

“**V**OULEZ-VOUS, Commandant, rappeler aux lecteurs d'INDOCHINE les grandes lignes de votre action depuis votre prise de fonctions ?

— Volontiers. Nul n'ignore que l'Amiral Decoux a décidé, dès les premiers mois de la Révolution Nationale, de donner aux activités sportives et de Jeunesse en Indochine un essor parallèle à celui de la Métropole, dans le but de fortifier la Jeunesse Indochinoise, physiquement et moralement, et de la mettre à même de mieux servir sa patrie et la France.

A cet effet, le Commissariat général à l'Education Physique et aux Sports a été créé en juillet 1941 et celui de la Jeunesse en décembre 1941. L'Amiral m'a fait le grand honneur de me confier la direction de l'ensemble.

— Quelle était, dans ce domaine, la situation en Indochine à cette époque et qu'est-elle actuellement ?

— Pour plus de clarté, examinons séparément les trois branches d'activités du Commissariat général : Education physique, Sports et Jeunesse qui, tout en ayant de nombreux points communs, se différencient nettement.

L'Education physique était précédemment enseignée dans les principaux établissements scolaires, par de trop rares moniteurs militaires ; dans les autres écoles, par un maître, plus ou moins averti de la question, et faisant exécuter aux élèves, quelques mouvements. En dehors de cette éducation physique scolaire embryonnaire, rien n'existait et dans les milieux sportifs même, l'éducation physique était ignorée.

— Comment avez-vous remédié à cela ?

— Il fallait, de toute urgence, du personnel qualifié pour cet enseignement, et nous avons édifié l'Ecole Supérieure d'Education Physique de l'Indochine, sur cette falaise, à quatre kilomètres de Phan-thiêt. L'Ecole des Moniteurs ouvrait ses portes en septembre 1941, sous le signe de la méthode naturelle Hébert, devenue en France méthode officielle, et que nous avons adaptée légèrement, pour tenir compte du climat. Les promotions se sont succédé à une cadence rapide : la 8^e vient de commencer son stage. Formation un peu hâtive, certes, dans les débuts, et imparfaite. Mais il fallait d'abord que de jeunes hommes aguerris (la vie est rude ici), puissent aller dans toute l'Indochine enseigner la bonne méthode, quitte à revenir à l'Ecole se perfectionner ensuite. Les cours de perfectionnement ont d'ailleurs déjà commencé à fonctionner afin de compléter l'in-

struction des stagiaires des premières promotions. Parallèlement, nous ouvrons à Dalat une Ecole Fémine pour former des monitrices. Nous disposons maintenant de près de 700 moniteurs et 80 monitrices qui font du bon travail, non plus seulement dans les écoles, mais dans les provinces, dans les sociétés sportives, dans les groupements de fonctionnaires, dans les sections de rassemblement, les mouvements de Jeunesse, etc...

— Vous avez, croyons-nous, organisé à Phan-thiêt des Stages d'information ?

— Oui, car il est nécessaire que les dirigeants viennent également s'adapter aux méthodes nouvelles. Et nous avons périodiquement des stages d'élèves-administrateurs, des chefs sports provinciaux, de jeunes mandarins, d'étudiants, etc...

— Et du point de vue organisation générale

— Nous avons créé dans chaque pays de l'Union un Centre local d'Education physique (C.L.E.P.) dont le directeur, responsable de toutes les activités locales d'Education physique, est assisté du personnel moniteur nécessaire. Le fonctionnement de ces centres donne actuellement satisfaction.

— En somme, la question d'Education physique paraît au point ?

— Au point, n'est pas le mot ; il y a encore beaucoup à faire, l'effectif total des moniteurs est insuffisant et il nous en faut encore environ un millier. Si certaines provinces sont à peu près pourvues, d'autres demeurent démunies de personnel instructeur. La question ne sera entièrement résolue que lorsque tous les moniteurs seront excellents et qu'ils seront assez nombreux pour que, partout en Indochine, les jeunes puissent pratiquer l'éducation physique correctement dirigée et médicalement contrôlée.

— Et dans le domaine « Sports », où en étions-nous il y a trois ans, où en sommes-nous aujourd'hui ?

— On faisait du sport et même du grand sport en Indochine avant la création du Commissariat général, et certaines rencontres internationales se sont déroulées avant la guerre en Indochine, notamment en foot-ball, en tennis, etc... Quelques fanatiques du sport se dévouaient à cette cause ; mais beaucoup de gens les considéraient un peu comme des « phénomènes », et leurs efforts restaient dispersés, sans appui officiel. Leur mérite n'en fut que plus grand. Nous avons tenu à coordonner ces efforts, à donner à ce mouvement embryonnaire un sens « indochinois », et alors qu'il

ne touchait guère que les capitales et les grands centres, à le faire pénétrer en profondeur dans les provinces.

— *Comment avez-vous atteint ce but, car il est reconnu partout que les résultats ont été remarquables ?*

— Nous avons en effet progressé rapidement, cela grâce à une organisation technique cohérente qui a été créée à tous les échelons : à l'échelon fédéral : le Commissariat général, assisté du Comité indochinois des Sports et de la Jeunesse, assemblée consultative ; à l'échelon local, l'Association sportive avec ses Commissions centrales et enfin, à l'échelon province, la Ligue sportive. Une législation sportive propre à l'Indochine, complétant les règlements techniques des Fédérations françaises appliqués ici, a été établie. Nous avons enfin créé un courant d'opinion et donné un aliment à l'enthousiasme populaire par l'organisation de grandes manifestations de pro-



pagande : la Course du Flambeau (novembre 1941), le Circuit des capitales (janvier 1942), la Tournée d'Athlètes au Laos et en Annam (mars 1942), le premier Tour d'Indochine (janvier 1943),



la Course Olympique (décembre 1943), le 2^e Tour d'Indochine (janvier 1944), ainsi que les Championnats d'Indochine des différents sports qui se déroulent régulièrement depuis trois saisons dans les différentes capitales de l'Union. Nous avons, par ailleurs, institué des épreuves de diffusion : le Brevet sportif indochinois, les Challenges du Nombre d'athlétisme et de natation. Et nous avons surtout — j'insiste sur ce point — pris toutes mesures nécessaires : contrôle médical sportif,

certificat médical et brevet sportif obligatoire, etc... pour que seuls soient admis à la pratique des sports les éléments physiologiquement aptes, et que cette pratique soit rationnelle. Nos films sportifs et les actualités Sports-Jeunesse ont con-



nu la faveur du public. Nous regrettons de ne pouvoir, faute de films, poursuivre cette intéressante propagande par l'image. Les revues Sports-Jeunesse par contre, malgré les difficultés sans cesse grandissantes d'approvisionnement, sont appréciées et lues par de nombreux abonnés.

Le résultat de tout cet effort a été un engouement marqué de la Jeunesse pour les activités sportives, une floraison de nouvelles sociétés sportives jusque dans les moindres villages, et l'accroissement sensible de la valeur des athlètes indochinois qui s'est traduit par l'amélioration de nombreux records d'Indochine, et même, en natation, de performances françaises. Nous nous efforçons, malgré les difficultés actuelles, de maintenir cette activité qui a porté déjà ses fruits.

— *Et la jeunesse, Monsieur le Commissaire général ? Dans quel sens poursuivez-vous votre action ? Par quels moyens ?*

— C'est un problème bien délicat que celui de la Jeunesse en Indochine. Il y a trois ans, les activités de Jeunesse ne portaient guère, avec la Jeunesse scolaire, que sur quelques centaines de sportifs, quelques milliers de jeunes répartis dans les mouvements spécialisés tels que scouts, Jeunesse ouvrière catholique, etc... A côté, existait une immense majorité de jeunes ne fréquentant pas le stade, n'appartenant à aucun groupement. Ces jeunes étaient livrés à eux-mêmes, physiquement et moralement. Il s'agissait donc de les grouper, soit dans les sociétés sportives ou les mouvements spécialisés déjà existants, soit dans les Sections de rassemblement nouvellement créées, ouvertes à tout venant, afin de leur offrir des activités intéressantes, de leur donner un idéal commun, de leur inculquer l'esprit de discipline et d'entraide, d'en faire des jeunes gens forts et utiles à leur pays et à l'Empire. Mais là, s'est posée à nouveau la question des cadres. Nous avons donc créé immédiatement des Ecoles de Cadres de Jeunesse : Ecoles fédérales, masculine à Phan-thiêt (E.S.C.J.I.C.), féminine à Dalat (E.S.C.J.F.I.C.), et des



UNIS ET FORTS POUR SERVIR

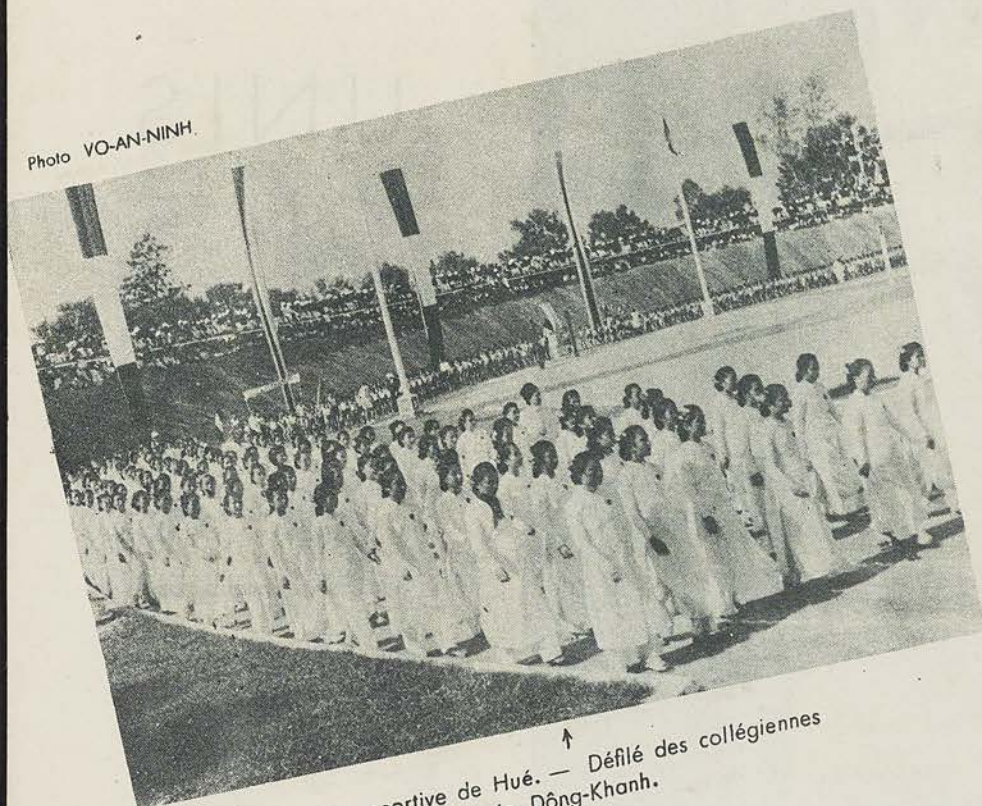
← Fête sportive
à Tinh-Bien (Cochinchine).

Photo
VO AN-NINH



La course
au flambeau
après
l'arrivée.

Photo VO-AN-NINH.



↑ Défilé des collégiennes
de Dong-Khanh.

Fête sportive de Hué

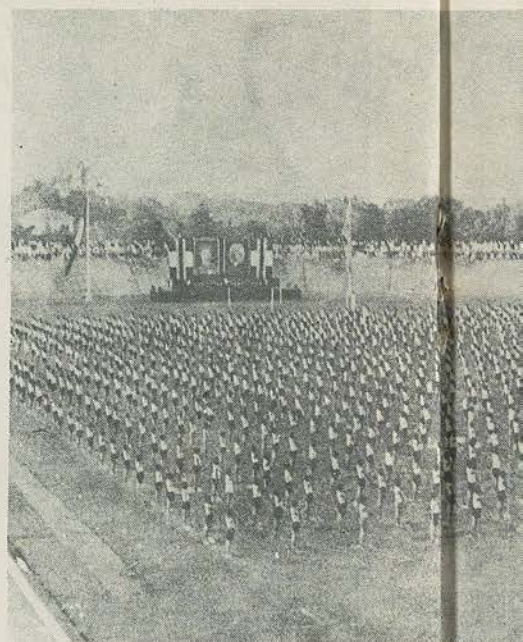
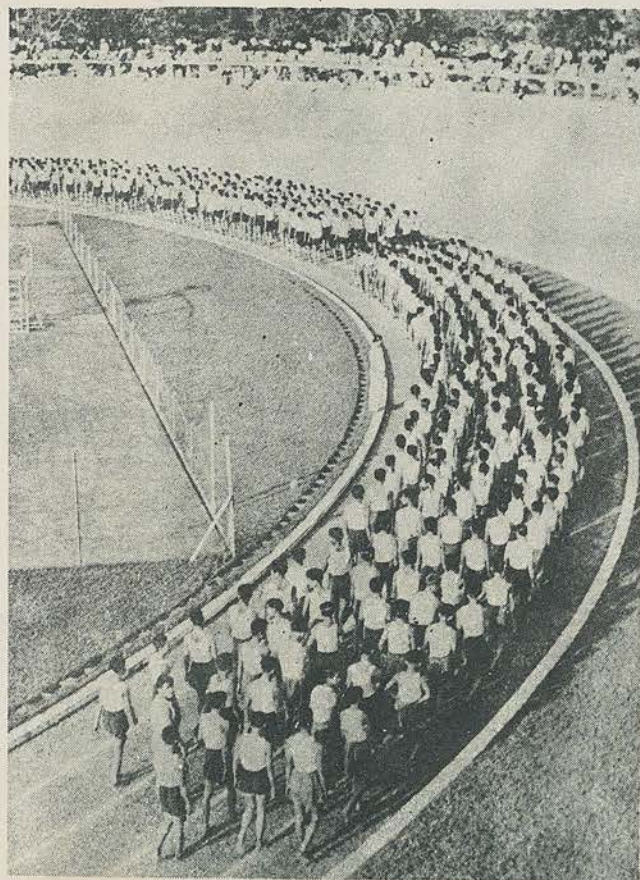


Photo VON-NINH

Photo J. LUISIER

Défilé des athlètes au Stade
de Hué.



Les moniteurs Jeunesse avant la pr
(Hué, décembre 194

sportifs de Hué.

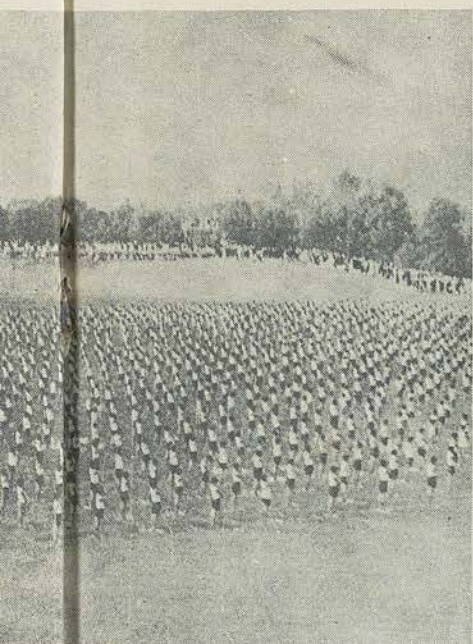
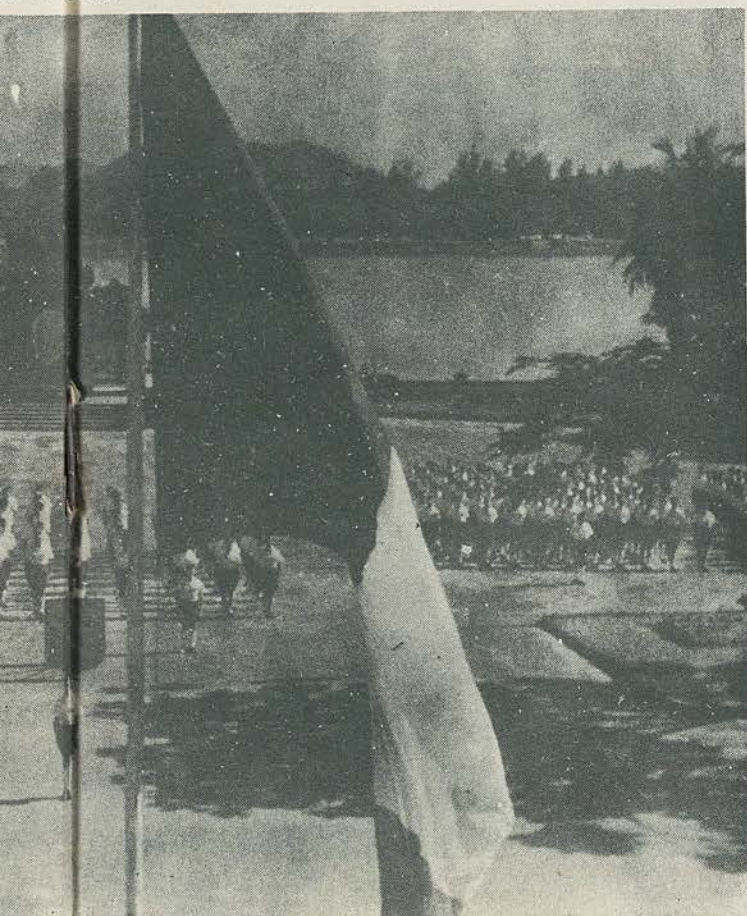


Photo VO-AN-NINH

Photo J. UISSIER



se avant la prestation de serment.
, décembre 1943).



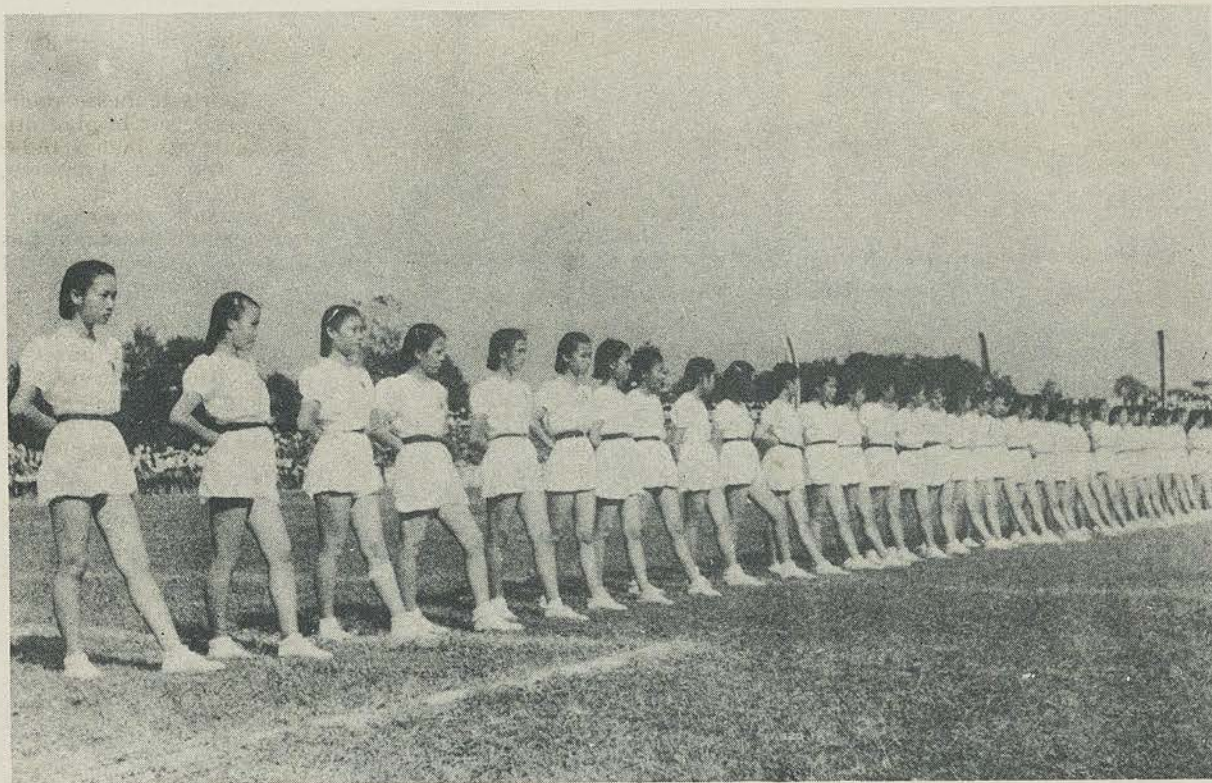
Photo VO-AN-NINH

Colonie de vacances de Sam-Son (Thanh-Hoo).
Cours de gymnastique sur la plage.

Une partie de basket-ball à l'Ecole de monitrices
de Dalat.

Photo VO-AN-NINH





Jeunesse féminine.

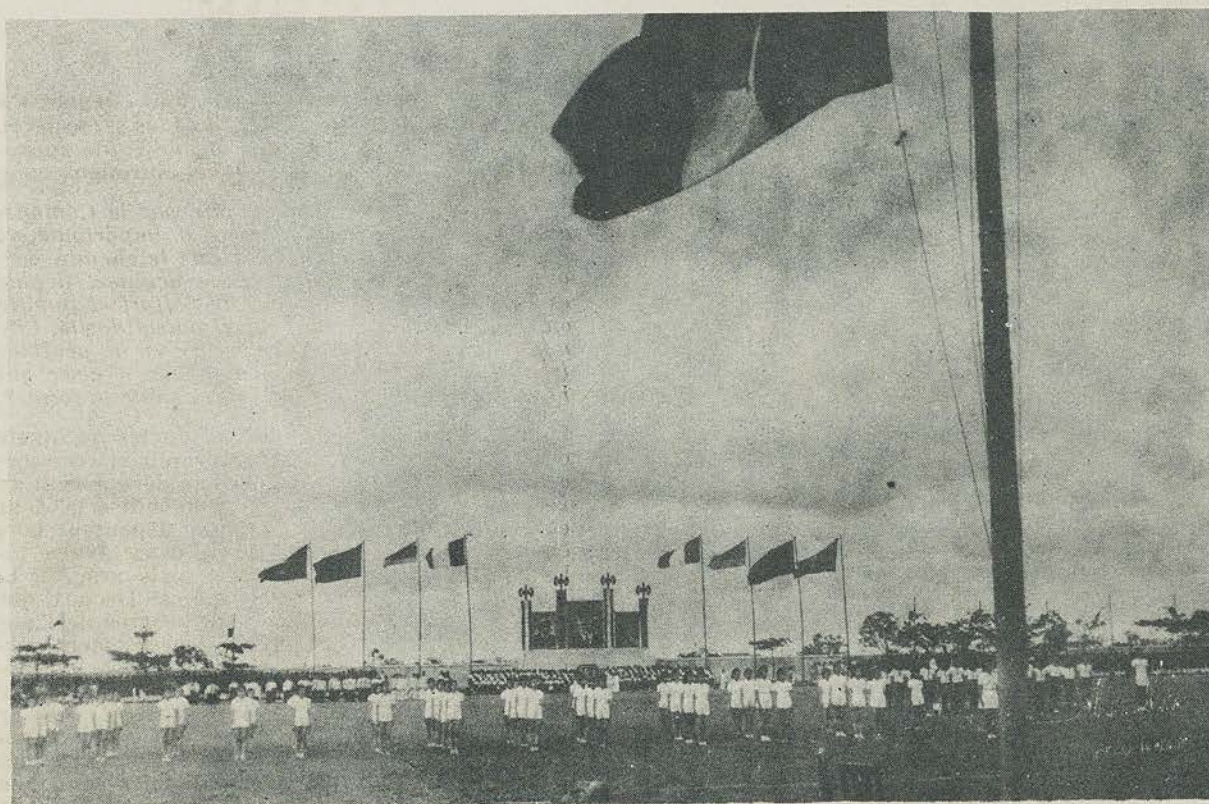


Photo Asie Studio, Nam Dinh.

UNIS ET FORTS POUR SERVIR

écoles locales, interprovinciales et provinciales d'où sortent, à cadence accélérée, les moniteurs « Jeunesse » indispensables. (A l'heure actuelle, nous disposons de 219 diplômés de l'E.S.C.J.I.C. et de plus de 2.200 certifiés des écoles locales et provinciales.) Ces moniteurs sont aussitôt utilisés dans les provinces pour l'encadrement des équipes, des groupes et des Sections de rassemblement de la « Jeunesse d'Empire Français ». Ces Sections s'étoffent rapidement. Je vous cite l'exemple du Cambodge dont j'ai sous les yeux les effectifs des Sections de rassemblement. Cet effectif s'élevait, pour ce pays, en avril 1944, à 60.000 jeunes gens encadrés, disciplinés... et ce nombre croît sans cesse.

Nous nous sommes également préoccupés d'aider les jeunes au point de vue social. A cet effet, des restaurants Sports-Jeunesse ont été ouverts un peu partout, en particulier dans les grands centres. Dans un cadre propre et coquet, les jeunes y trouvent, à peu de frais, une nourriture copieuse et saine. Des centres d'accueil, des maisons Sports-Jeunesse, des centres de réunion, des salles de conférences avec bibliothèques ont été édifiés en province et dans les villes ; le Centre des jeunes aveugles du Tonkin est une œuvre sociale particulièrement digne d'intérêt, qui groupe déjà une trentaine de petits déshérités et qui sera bientôt, je l'espère, réalisée également dans d'autres pays de l'Union, car, hélas, nombreux sont les petits aveugles en Indochine ! Nous mettons au point actuellement divers projets tendant à secourir les jeunes indigents, sans famille, que l'on voit encore trop souvent vagabonder dans les villes et dans les villages.

Enfin, tenant compte du fait que l'Indochine est un pays à population en majeure partie agricole, nous avons commencé à donner, avec le concours des Services d'Agriculture, à nos moniteurs jeunesse une formation utile en cette matière. Dans toutes nos organisations de Jeunesse, la création de potagers, de vergers, de petites stations d'élevage, commence maintenant à se généraliser. Une autre réalisation intéressante socialement est celle des Camps de vacances



(O.C.E.P.I.) destinée à permettre aux enfants pauvres, en particulier ceux des villes et des grosses agglomérations urbaines, de jouir, durant quelques semaines, chaque année, des bienfaits de l'air pur. Cette organisation a connu un large succès et nombreux sont, en Indochine, ceux qui nous aident dans cette œuvre éminemment humanitaire et sociale.

Le Commissariat général Sports-Jeunesse poursuit par ailleurs la tâche d'ouvrir, sur le plan utilitaire, des débouchés nouveaux aux jeunes Indochinois. C'est ainsi qu'il va procéder d'ici peu, à l'ouverture à Phan-thiêt d'une Ecole de moniteurs d'hôtellerie. En même temps qu'elle pourvoiera de nombreux jeunes gens ne possédant pas une formation intellectuelle particulièrement poussée, d'un métier sûr, leur donnant la possibilité de gagner aisément leur vie, cette Ecole permettra de doter les établissements hôteliers de l'Indochine, pays de grand tourisme qui, après la guerre, connaîtra l'afflux des visiteurs, du personnel qualifié qui leur a trop souvent fait défaut jusqu'ici, tant en ce qui concerne le personnel de direction ou de gérance que celui des gens de service, cuisiniers et maîtres d'hôtel.

D'autre part, la Jeunesse féminine a vu s'ouvrir, à côté de l'Ecole des Monitrices et de l'Ecole Supérieure des Cadres féminins, une Ecole Technique qui prépare les jeunes filles à leurs tâches futures de gardiennes du foyer et de mères.



Vous voyez donc que la question « Jeunesse » en Indochine, a été examinée sous tous ses aspects, pourtant des plus complexes, et une étude approfondie dépasserait le cadre de cet entretien.

— En effet, l'œuvre accomplie par le Commissariat général en trois années est importante, et vous pouvez considérer avec fierté le chemin parcouru. La Jeunesse d'Indochine acquiert depuis ces dernières années le goût de l'effort et fortifie son sens du devoir et son esprit de solidarité. Elle en a donné plusieurs fois la preuve en de pénibles circonstances, faisant ainsi honneur à ceux qui ont reçu la lourde mais belle mission de la former.

— Oui, je reconnais que les actes auxquels vous faites allusion sont réconfortants et encourageants. Je dois rendre hommage au dévouement de tous mes collaborateurs, directs ou indirects, dont beaucoup sont bénévoles et qui se dépensent sans compter pour le succès de notre cause. Notre tâche n'a pas toujours été aisée, mais grâce à la bienveillante sollicitude de l'Amiral Decoux qui suit avec un intérêt constant les progrès de l'œuvre entreprise, nous avons pu heureusement surmonter les difficultés qui s'opposaient à la marche en avant, et je remercie de tout cœur ceux qui ont apporté à cette œuvre de rénovation, leur foi et leur compétence. La Jeunesse prend conscience de ses devoirs et se plie peu à peu aux disciplines nécessaires. Il faut lui faire confiance et l'aider à rester fidèle à la devise qui est son mot d'ordre :

« UNIS ET FORTS POUR SERVIR ».

Travail, Famille, Patrie, France sont les quatre impératifs naturels et catégoriques de notre enseignement indochinois

Nous dit M. CHARTON, Directeur de l'Instruction publique qui a bien voulu nous faire l'exposé ci-dessous :

Vous me demandez de vous définir les réalisations pour l'Enseignement du Gouvernement de Révolution Nationale en Indochine. Je les résumerai en trois phrases :

Nous avons tenu et maintenu ;

Nous nous sommes adaptés, ou plutôt nous avons surmonté une situation nouvelle et difficile ;

Bien plus, nous avons continué à avancer, ou plutôt à créer, à fonder, à répondre de l'avenir.

Je vous dirai ensuite l'esprit qui nous anime et les résultats évidents, éclatants d'une œuvre sans précédent.

Né vous alarmez pas de ce « nous » emphatique et abusif. Je dis nous parce qu'il ne s'agit pas d'un nom ou d'un homme, mais d'une œuvre collective qui associe dans son élan sous la conduite du Chef de la Fédération et des maîtres de l'Université, tout le personnel français et indochinois, toute la masse des élèves et de leurs familles.

Oui, nous avons tenu, maintenu. Je me demande si ce n'est pas là parmi les réalisations de ces cinq ans de guerre, la plus belle, en tout cas la plus profonde, la plus solide. Je songe à l'époque des récentes épreuves. Je songe aux périls qui nous survolent et nous environnent, à la guerre qui rôde et gronde, aux inquiétudes, aux tentations, aux difficultés quotidiennes. Eh bien, l'école française est là qui veille, temple populaire ou sacré, au village ou à l'université, paisible, ouverte comme une lumière, comme un foyer. Pas une école dépeuplée, pas une école fermée, si ce n'est force majeure, et qu'il faut se hâter de rouvrir plus loin. Ce sont des foules qui assiègent nos écoles, les effectifs ont dépassé 800.000 élèves, augmentant de 150.000 en quatre ans. Les candidats se pressent au seuil des lycées, des collèges, des ateliers. Dans les lycées français, de jeunes Indochinois, de plus en plus nombreux, viennent puiser à sa source la culture française, engageant par la camaraderie et l'amitié avec leurs condisciples français dans la vie française toute leur adolescence, toute leur génération. Allègrement, toute une jeunesse s'oriente sur la route française vers l'étude, la culture, la conquête des titres, des diplômes où se retrouve l'influence, l'imprégnation de la vie, de la pensée française. Malgré les mesures de dispersion, l'Université maintenue à Hanoi a rassemblé presque tous ses étudiants. Ailleurs, réfugiés dans des locaux de fortune, loin de leurs familles et de leurs écoles familières, les élèves indochinois ne manquent pas à l'appel. Dans le réseau immense de nos milliers d'écoles petites et grandes, l'œuvre d'éducation dure, s'anime, s'amplifie. Voilà le signe de la permanence française, la preuve évidente de la fidélité de l'Indochine à la France, à laquelle le Maréchal, au moment des épreuves, a rendu un hommage si juste et si émouvant.

De cette permanence manifestée par l'école française, véritable création continue, je veux vous dire quelques-unes des grandes raisons qui la fondent. D'abord, celle-ci : la France depuis plus de trente ans, a poursuivi en matière d'enseignement une expérience sans précédent, presque paradoxale, hérissée d'embûches et de difficultés. Elle a pleinement réussi, le succès est attesté par le résultat, sa vitalité a été vivifiée par l'épreuve. Voilà le couronnement de l'effort des pionniers qui ont semé le bon grain. On a souvent parfois, même aujourd'hui, accusé à la légère notre œuvre d'enseignement. J'en sais les lacunes, les insuffisances, les limites et même les secrètes défaillances. Le fait est là, puissant, irrévocable, répandu sur toute la terre indochinoise, il éclate à l'Université comme à l'école de village. L'école est une grande affaire en ce pays, elle est la pierre de touche de notre politique, de nos intentions, de notre action. J'oserai presque dire, dans un « à peu près » risqué, « quand l'école va, tout va ». L'instituteur, le professeur français ont bien été ici les instructeurs des âmes que réclame le Maréchal. Comme dans tout l'Empire français, l'école a fondé et cimenté l'idée française dans les esprits, les cœurs et les mœurs. Aujourd'hui, elle apparaît à l'épreuve comme une sorte de plébiscite moral.

Mais cette « valeur-école française », quelle est la caution de son prix ? C'est qu'elle répond à une demande puissante et silencieuse, à une profonde aspiration, à un véritable appétit de culture, de savoir, de technique nouvelle émanant de la masse et des cadres indochinois. C'est l'Indochine elle-même qui a conscience de la nécessité de ce message, il lui faut un levain pour son ascension, pour le développement de sa vie sociale et de sa personnalité spirituelle. Libérale, humaine, désintéressée mais française et nationale, l'école est le lieu où se rencontrent l'Orient et l'Occident, où s'accordent, s'ordonnent la France et l'Indochine, lieu, foyer aussi de lente éducation, d'intime pénétration, presque de cohabitation au long des années et des générations, loin de ce dressage mécanique et hâtif par lequel d'autres peuples songent à resserrer sur les races conquises leur domination sans appel. Je crois vraiment que la fondation, la pénétration de la culture française en Indochine aura été pour ce pays l'ère de la renaissance, de la rénovation spirituelle.

Bien entendu, cette permanence, cette durée qui enracine l'école dans le pays et la révèle comme un grand fait social capital, n'est point immobilité. Vous avez hâte n'est-ce pas, de m'amener du haut des principes sur le champ de manœuvres de l'application. Je pourrais vous décrire une direction de l'Instruction Publique en Indochine comme une machine à résoudre de constants problèmes souvent inédits, comme un champ clos où s'affrontent les exigences de l'école et des règle-

ments, comme un chantier où s'élaborent et se succèdent instructions et programmes. Ce qui est sûr, c'est que nous sommes environnés de problèmes grands et petits avec leurs exigences, leur urgence. Ici nous ne sommes point seulement bureau d'exécution, appareil d'enregistrement des académiques décisions que prenait le Grand Maître de l'Université quand il faisait faire à tous les lycées de France, de Navarre et d'Outre-mer à la même heure, la même version latine. Il faut nous adapter, nous adapter d'abord à l'Indochine elle-même, à ses pays, à ses traditions, à ses besoins, à ses moyens, nous adapter à la guerre, à l'autarcie spirituelle, au blocus intellectuel de l'Indochine. De cette nécessaire adaptation, enquête quotidienne, lutte et compromis perpétuels, laissez-moi vous donner seulement quelques exemples et qui montreront la souple ingéniosité qu'il faut à tous les chefs de service de l'Enseignement pour la mettre en œuvre. Il y a longtemps que les beaux temps de l'assimilation passive sont révolus. Adaptation aux données mêmes du problème scolaire indochinois. Est-il problème technique plus difficile que celui de l'enseignement du français quand il s'agit de faire franchir dans une langue nouvelle le bond intellectuel qu'est l'acquisition des connaissances et de la culture dans la langue française ? Adaptation aux conditions sociales par le développement d'un enseignement direct élémentaire dans la langue maternelle pour apprendre l'essentiel, supprimer l'analphabétisme, par le développement d'un enseignement féminin fondé sur l'école du foyer, de la famille ; adaptation aux conditions ethniques. On a monté chez les petits peuples des minorités, des écoles à leur portée, des écoles simples ou mobiles qui les mettent directement en rapport avec nous, ces écoles réalisent en quelque sorte de déblocage intellectuel de ces régions longtemps fermées comme les routes le font pour les produits et le commerce. Adaptation aux conditions économiques. L'école n'est pas une simple affaire intellectuelle. Rurale, artisanale, ménagère, elle prend la forme du pays ; adaptation aux circonstances, à la situation créée par la guerre et ses conséquences. Je n'en finirais pas de vous signaler ces problèmes sans cesse renaissants. Il a fallu improviser les maîtres, les placer aussitôt en service, faire appel aux bonnes volontés, rechercher de nombreux suppléants. Il a fallu parer d'abord aux effets de la mobilisation, puis résoudre les problèmes posés par l'occupation des locaux scolaires, et maintenant ceux posés par la dispersion à la suite des bombardements aériens. La réinstallation des écoles dans les centres du Tonkin a exigé de la part du personnel et des élèves une somme de dévouement et de bonne volonté tout à fait dignes d'éloges. Il a fallu faire face aux lacunes créées par l'insuffisance de notre ravitaillement, par l'arrêt des communications avec la Métropole. On a créé des écoles légères avec les matériaux du pays, on a inauguré des types nouveaux d'ardoises, développé — ce qui est un grand bien — l'enseignement oral. La Direction de l'Instruction Publique a multiplié les publications de livres scolaires, malgré la crise du papier et grâce à l'activité des auteurs et des imprimeurs. Autour de l'école, on a cherché à créer un milieu d'action sociale ou d'entraide, par les cantines et les mutuelles scolaires, les colonies de vacances, les mouvements sportifs et de jeunesse. Les douloureuses misères de l'époque ont été évoquées et par leur argent, leur travail ou leurs initiatives, les écoles ont largement collaboré au mouvement

du Secours National. Vous le voyez, adaptation toujours, impératif du devoir présent, adaptation politique enfin. L'enseignement est pièce maîtresse de l'action politique même essentielle en ce pays. Il appartenait à M. le Gouverneur Général lui-même d'en définir la portée, le sens et les caractères. Il l'a fait en mettant l'accent sur la fidélité à l'esprit nouveau de la Révolution Nationale dans l'enseignement, sur l'affirmation des valeurs traditionnelles et spirituelles, sur le retour de l'éducation morale aux règles traditionnelles vivantes dans la société indochinoise, sur la volonté de faire suivant son impulsion, une Indochine neuve, active, qui marche vers son avenir contre vents et marées. Cette politique est inséparable des réalisations et des créations décidées par le Gouverneur Général et dont je vais trop rapidement vous dire quelques mots.

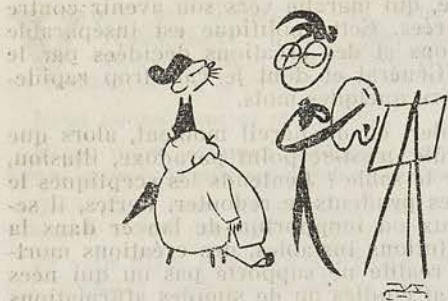
Créer, fonder, en un pareil moment, alors que le monde brûle, n'est-ce point paradoxe, illusion, châteaux sur le sable ? J'entends les sceptiques le murmurer, les prudents le redouter. Certes, il serait dangereux ou inopportun de lancer dans la vie des institutions instables, des créations mort-nées que la réalité ne supporte pas ou qui nées de projets mal étudiés ou de simples affirmations ne survivent pas au papier qui les a présentées. Nous avons trop connu autrefois de ces projets qui ne pouvaient atterrir dans les réalités.

Mais ici créer, fonder, c'est vivre, porter l'avenir qui se fait, la génération qui monte. S'arrêter impuissant, c'est renoncer, abdiquer. Le Maréchal Lyautey aimait à répéter après le poète que la joie de l'âme est dans l'action, la joie mais aussi bien la passion, le traitement de l'âme. Créer, c'est notre façon de combattre, de servir. Le Gouverneur Général l'a bien compris qui a donné des objectifs nouveaux à l'activité de l'enseignement et a stimulé sa renaissance, sous l'inspiration et à l'exemple de la renaissance française animée par le Maréchal.

De ces créations, voici les principales, qui embrassent d'ailleurs et résument l'activité de l'enseignement à ses divers degrés, dans ses divers aspects.

D'abord, expansion de l'Université Indochinoise. Elle accueillait au début de l'année plus de 1.300 étudiants. Elle ressemble de plus en plus à ses sœurs, les Universités de France, dont elle revendique la qualité, dont elle adopte l'esprit et les traditions, dont elle applique les programmes. Les écoles de Droit et de Médecine sont devenues Facultés. La Faculté de Droit se prolonge par l'Ecole d'administration et prépare, par une formation juridique et administrative attentive et complète, les futurs mandarins. La Faculté de Médecine a multiplié, développé et consolidé ses instituts techniques ou scientifiques : Ecole d'odonto-stomatologie, Institut anatomique, Institut ophtalmologique, laboratoire de matière médicale, Centre de recherches pour les drogues indochinoises. L'Ecole Supérieure des Sciences, créée par décret du Chef de l'Etat sur l'initiative de M. le Gouverneur Général, termine sa troisième année d'existence, elle s'adapte à sa fonction, développe ses enseignements en attendant de devenir le centre de haut enseignement et de recherche scientifique, la Faculté dont l'Indochine a besoin pour la formation de ses cadres techniques supérieurs. L'Ecole des Beaux-Arts, objet de la sollicitude active de M. le Gouverneur Général, a continué brillamment son activité, malgré la

dispersion qui a eu du moins l'avantage de la rapprocher de la nature. Il y a vraiment une école de Hanoi, qui a créé et diffusé dans l'art de la laque un véritable style. L'Ecole d'architecture, maintenant organisée suivant l'exemple et les règles de la Métropole, forme des architectes qui, associant la science, l'art, le goût et la technique, seront les constructeurs de l'Indochine moderne et rajeunie de demain. Une école projetée des langues orientales donnera à l'enseignement des langues et des civilisations de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, sa maison, son statut, son organisation universitaire. Enfin, songeant aux



prochains lendemains, pour répondre à une demande émue et pressante, nous avons créé des classes supérieures, malgré la rareté de notre personnel : classes de préparation à Saint-Cyr, mathématiques spéciales et, bientôt peut-être, une classe de préparation aux Hautes Etudes Commerciales. Ainsi, malgré le blocus, se trouve réalisée par avance la liaison spirituelle et intellectuelle avec la Métropole.

Création de valeur profonde et de grande portée : la Cité Universitaire, c'est là l'œuvre propre, personnelle de l'Amiral ; elle a grandi, surgi du sol, suivant sa volonté ; un quartier universitaire de Hanoi est né, spacieux, ouvert ; un ensemble imposant de bâtiments sont déjà debout, ils vont pouvoir loger, recevoir 300 étudiants. La Cité Universitaire est maintenant entrée dans les mœurs et la vie quotidienne de l'Université. Elle en est l'image et le prolongement, la face vivante et matérielle, mais elle est aussi, dans sa hardiesse, un acte de volonté et de confiance : une prise de possession de l'avenir.

Création aussi, celle de l'enseignement classique extrême-oriental, associé avec le développement dans les lycées indochinois, de l'enseignement classique occidental. Jusqu'à présent, sauf pour les élèves des lycées français, les Indochi-



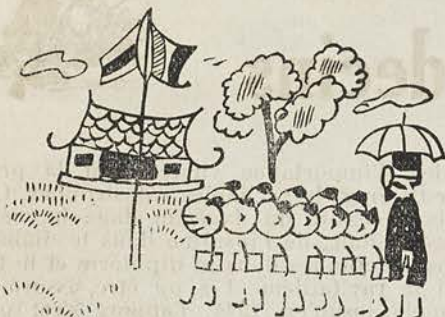
nois abordaient le baccalauréat et par conséquent les études supérieures par l'enseignement moderne. Il a paru nécessaire de leur donner l'enseignement classique complet qui les met en pos-

session plus intime de la culture classique et de l'instrument de culture qu'est la connaissance approfondie de la langue française nécessaire pour les études supérieures. On avait autrefois tenté l'essai des humanités extrême-orientales ; leur échec est dû à ce fait que l'on crut qu'il s'agissait là d'un enseignement sans horizon, sans garantie, muré, enfermé dans la seule Indochine. Aujourd'hui l'expérience d'un enseignement classique extrême-oriental est d'un autre ordre ; l'enseignement, tout au long de la scolarité, des caractères de la langue et de la littérature chinoises et sino-annamites peut être comparé par l'effort qu'il exige, la méthode qu'il applique et la place qui lui est donnée, à l'enseignement du latin. Il est incorporé à l'enseignement secondaire, il est vraiment classique, il veut donner une culture. Il est certain que la fondation de l'enseignement classique extrême-oriental marquera une date dans l'histoire de l'enseignement indochinois ; il est essentiel pour le succès d'une synthèse de la double culture occidentale et extrême-orientale.

Voici un autre ordre de faits dont je veux signaler l'importance dans les réalisations de l'instruction publique depuis la Révolution Nationale. Il s'agit de la création, de la mise sur pied d'un puissant enseignement technique, adapté à la nouvelle économie indochinoise. Le temps n'est pas loin où l'enseignement professionnel était dédaigné, où le travail manuel ne paraissait pas avoir besoin de la noblesse que confère l'enseignement. Aujourd'hui, les métiers sont habilités ou plutôt réhabilités ; les écoles techniques sont recherchées ; les apprentis, les élèves sont de plus en plus nombreux, de plus en plus qualifiés ; la formation technique a pris une valeur nouvelle presque inédite en ce pays, elle paie, elle qualifie, elle ouvre des horizons, des possibilités, des ambitions. L'enseignement technique industriel a son statut, ses différents types d'écoles sont définis, depuis les ateliers-écoles d'apprentissage qui sont des formations élémentaires, régionales, jusqu'aux écoles de métiers qui forment les ouvriers manuels spécialisés et qualifiés ; aux écoles pratiques d'industrie qui alimentent les cadres subalternes de la technique et de l'entreprise, jusque, enfin, aux écoles spéciales comme l'école des mécaniciens asiatiques de Saïgon et aux sections de préparation aux arts et métiers que nous comptons ouvrir cette année. Il faut ajouter à cet effort l'encouragement donné à l'enseignement commercial et l'institution d'une école autonome des arts appliqués, liée à la rénovation des arts indochinois dont elle doit être comme le guide et l'inspirateur. L'Ecole technique industrielle de Hanoi, par ses sections variées, l'importance de ses réalisations, l'attention avec laquelle les industries la suivent et l'utilisent est devenue le champ d'expérience et la synthèse de l'enseignement technique indochinois.

Enfin nouvelle création sur laquelle il faut insister : l'enseignement rural et populaire. En pleine tourmente, malgré la pénurie des maîtres et des locaux, tous les pays de l'Union se sont attachés à la diffusion, à la multiplication des écoles rurales et des écoles de village. Le Tonkin, pour sa part, a créé en quelques années plus de mille écoles. En Cochinchine, l'école va dans presque tous les villages, elle n'est pas loin d'avoir atteint ses objectifs. En Annam, l'œuvre du ministère de l'Education nationale, n'est pas moins remarquable sur ce terrain. Au Cambodge, la diffusion de l'écriture romanisée promet un véritable départ à la renaissance de l'enseignement. Ainsi se trouve

assuré sur des bases profondes et étendues, par un réseau d'écoles qu'il faudra améliorer et multiplier encore, l'édifice scolaire indochinois.



Voilà l'œuvre ; elle n'a pas périclité depuis cinq ans ; elle s'est amplifiée, elle a grandi, elle a mûri. Je veux négliger ses ombres et ne voir que sa lumière et son rayonnement.

Il faut en faire hommage à la France qui l'inspire et qui continue, au Chef qui la stimule et l'oriente, au personnel qui s'y consacre, à la population indochinoise qui la demande et la soutient de toute sa foi.

Oui, c'est une œuvre humaine faite par des hommes, imparfaite, incomplète, mais œuvre de bonne foi, de désintéressement, de modeste apostolat. Je songe qu'il y a en Indochine, des lycées aux écoles de villages, plus de 20.000 maîtres, réputés, notoires, obscurs ou inconnus ; c'est une véritable armée studieuse, fidèle, pacifique. A leur place, tous ces maîtres font leur devoir, transmettent le message et la parole de la France et de l'Indochine et forgent cette immense élite des cœurs et des âmes dont parle le Maréchal.

C'est une œuvre indochinoise. Il faut le répéter, l'école ici, si elle s'inspire et s'éclaire du message français reste indochinoise, plante vivace et non transplantée qui prospère en pleine terre. Elle ne copie pas servilement les idéologies étrangères et totalitaires dont le masque de discipline ou d'apparat ne la trompe pas. Elle reste fidèle à son pays, à sa terre, à ses ancêtres, à son histoire, en allant vers l'avenir.

C'est une œuvre morale et française, et il n'y a point là ombre de contradiction. Quelqu'un a récemment, dans un recueil fort curieux de sentences parallèles, démontré que les hauts principes que le Maréchal assigne à l'éducation et à la morale des peuples ont leur correspondant exact ou figuré dans la sagesse de l'Asie. Ainsi l'application des principes d'éducation de la Révolution Nationale est-elle apparue ici comme naturelle, répondant en quelque sorte à une harmonie préétablie, à une prise de conscience de profondes réalités. Travail, Famille, Patrie et France sont les quatre impératifs naturels et catégoriques de notre enseignement indochinois.

Un tableau pour terminer qui illustrera les résultats de l'œuvre scolaire indochinoise, car les élèves sont devenus des maîtres, et l'école est entrée dans la vie. Dans la moindre bourgade indo-



chinoise j'entends parler français ; je vois des livres, des journaux, des revues écrits en français, en quôc-ngu. Une vie nouvelle se crée et se développe avec ses mœurs, ses habitudes, ses modes, ses types humains, ses nouveaux caractères : le fonctionnaire, le commerçant, le mandarin moderne, le technicien, la femme d'affaires, tous de près et de loin sortent de l'école ou de son action. A un degré plus élevé, dénombrez nos médecins, nos juristes, nos ingénieurs, nos professeurs, nos jeunes savants, nos fonctionnaires provinciaux, tous formés par l'école française et indochinoise. Ils peuplent toutes les avenues de la vie indochinoise ; une culture nouvelle où l'inspiration française s'associe avec l'inspiration indochinoise est née et commence à donner ses premiers fruits. Une littérature indochinoise de langue française et de langue annamite a déjà ses



auteurs qui entrent dans les classes à leur tour. Des prix de littérature ont pu être fondés et décernés à des œuvres méritoires. Le Conseil des recherches scientifiques et le Conseil des recherches historiques unissent dans leurs travaux chercheurs français et indochinois. L'autonomie intellectuelle de l'Indochine s'affirme, révélée plus rapidement à sa nature par la situation présente. Une culture franco-annamite naît, qui est une filiation de la culture française. Les esprits, pour leur avenir, nourrissent et reconnaissent cette communion spirituelle, proclament cette adoption intellectuelle. Est-il plus beau, plus sûr témoignage de l'avenir français en Indochine ?



L'Indochine peut être fière de ses médecins



LES événements qui, depuis 1940, ont progressivement isolé l'Indochine pour la réduire en fin de compte à ses seules ressources, comportaient une grave menace pour la santé publique. Il fallait envisager l'épuisement prochain des provisions essentielles ; il y avait lieu de redouter plus encore l'inquiétude et la fatigue des hommes. Tous les périls n'ont pas été conjurés : les remèdes précieux sont devenus rares, et, sur ce point au moins les craintes étaient



justes. Par contre, ce qui n'a pas manqué, c'est le courage et l'esprit d'entreprise. Si les conséquences les plus redoutables de l'isolement ont pu être évitées, si les malades ont été soignés et les fléaux contenus, on le doit à une émulation générale où l'initiative des uns et la science des autres s'accordaient à une bonne volonté unanime.

L'effort de ces quatre années sur le plan médical et sanitaire reflète sans doute la préoccupation majeure de parer aux événements. Mais ce serait une erreur et une injustice de croire qu'on s'est borné à improviser. Beaucoup de réalisations et de projets portent le signe de la durée. Des organismes ont été créés, des techniques de fabrication mises au point ; on a ouvert des écoles, organisé des équipes, préparé des voies. L'équipement sanitaire de la paix tirera le meilleur profit des travaux du temps de guerre.

Le souci de mettre en relief la partie originale de l'effort réduira ce bilan à des limites strictes. On ne décrira que les traits principaux de l'œuvre. Les seuls noms cités seront ceux que leur contribution personnelle a déjà rendus notoires. En fait, tous ceux qui touchent, de près ou de loin, à la protection de la santé publique mériteraient un éloge particulier. Leur chef, le médecin général inspecteur Botreau-Roussel qui, depuis quatre ans, parcourt l'Indochine en tous sens et sans relâche a pu prendre la mesure de leurs mérites et faire la somme des travaux individuels. C'est le résultat de son expérience et de ses enquêtes qui a fourni l'essentiel de la documentation qui va suivre.

Médicaments.

Le problème des médicaments était le plus inquiétant à résoudre. Il existe actuellement des

remèdes d'importance vitale, dont la privation peut entraîner de véritables catastrophes. On connaît la nécessité du dagénan dans la méningite cérébro-spinale, de l'insuline dans le diabète, des sérums spécifiques dans la diphtérie et le tétanos. Or, si le ravitaillement a pu être assuré par la Métropole jusqu'en 1941, l'apport s'est progressivement tari depuis cette date, à part quelques recours somptuaires, mais providentiels aux stocks de Shanghai. Depuis 1942, l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Santé Publique a pris les mesures que la situation commandait. Les médicaments ont été recensés, leurs stocks contrôlés au jour le jour, leur vente strictement réglementée et soumise, pour certains (l'émétine par exemple) à un contrôle particulièrement sévère : s'il est encore possible de traiter un dysentérique vrai, un syphilitique contagieux, un méningitique, on le doit aux effets de cette politique prévoyante qui a privé la spéculation de honteux profits.

Enfin, le Service de Santé et le Service des Mines ont ensemble mis au point la recherche et le contrôle des ressources locales en matière de médicaments à extraire ou à fabriquer. Une vaste organisation a été dressée, où des pharmaciens,



des chimistes, des industriels associent leurs efforts. Si toutes les ambitions du programme n'ont pas été réalisées, la liste des produits obtenus, tenue à jour par le bureau de Pharmacie de l'Inspection générale est déjà longue et édifiante. Quelques exemples suffiront à l'illustrer.

PRODUITS CHIMIQUES. — La fabrication des produits essentiels comme l'éther, le chloroforme, l'ammoniaque, le sulfate de soude et de magnésie s'effectue couramment dans des laboratoires privés ou des pharmacies de l'Assistance. Il y a lieu d'accorder une mention particulière à la Cochinchine qui a fait preuve d'une initiative louable. Un seul pharmacien de Saigon, prépare, en plus de l'eucalyptol, et du benzoate de soude, utilisés en thérapeutique broncho-pulmonaire, de l'histidine, indispensable au traitement des ulcères gastroduodénaux si fréquents en Indochine.

On a pu parer à l'épuisement des stocks de gélobarine, substance opaque nécessaire à l'examen radiologique du tube digestif. Les pharmacies de l'Assistance de Tourane et de Hanoi en fabriquent d'excellente qualité.

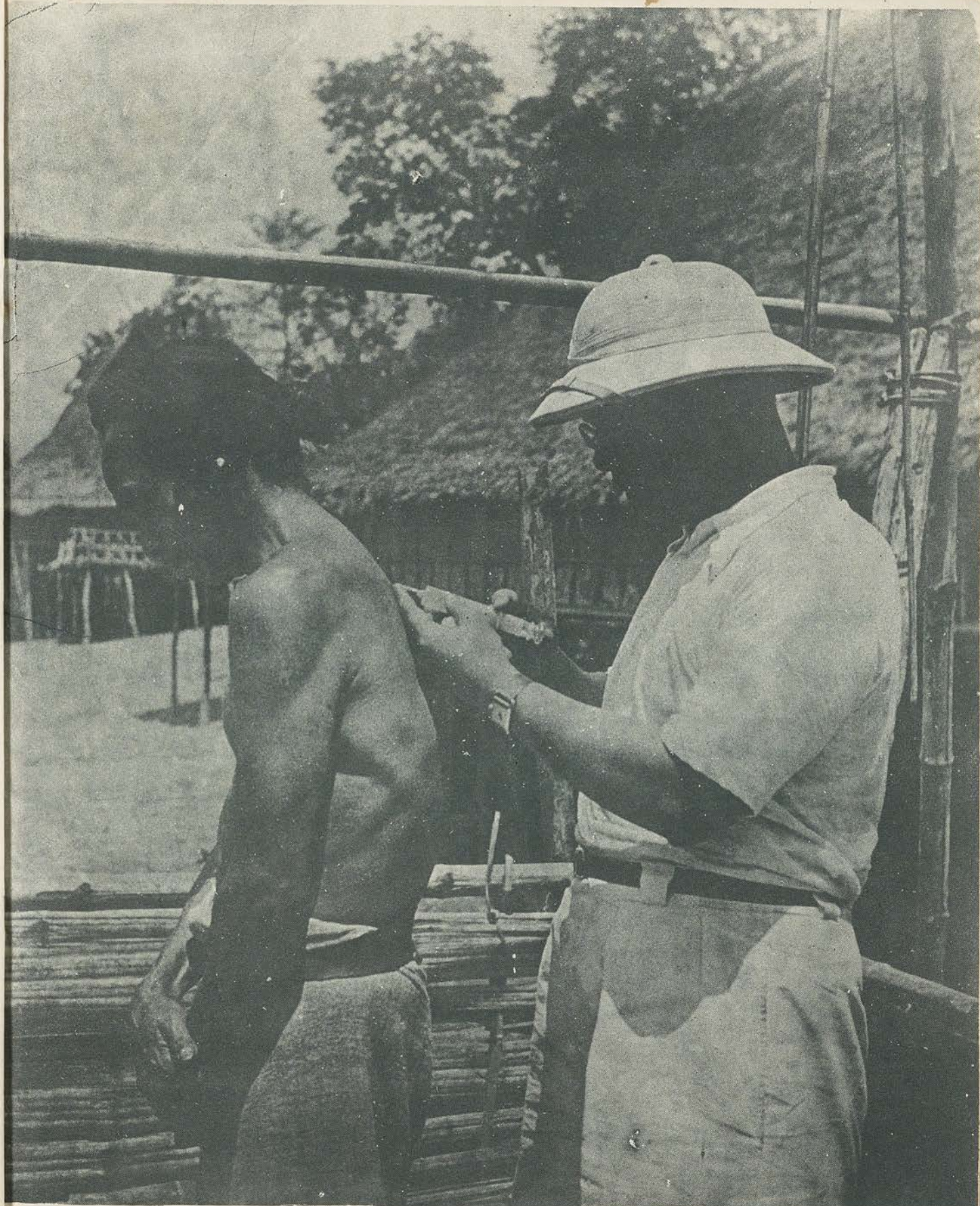


Photo P. VERGER

... la pénétration de l'Assistance Médicale
dans les masses rurales s'accroît...

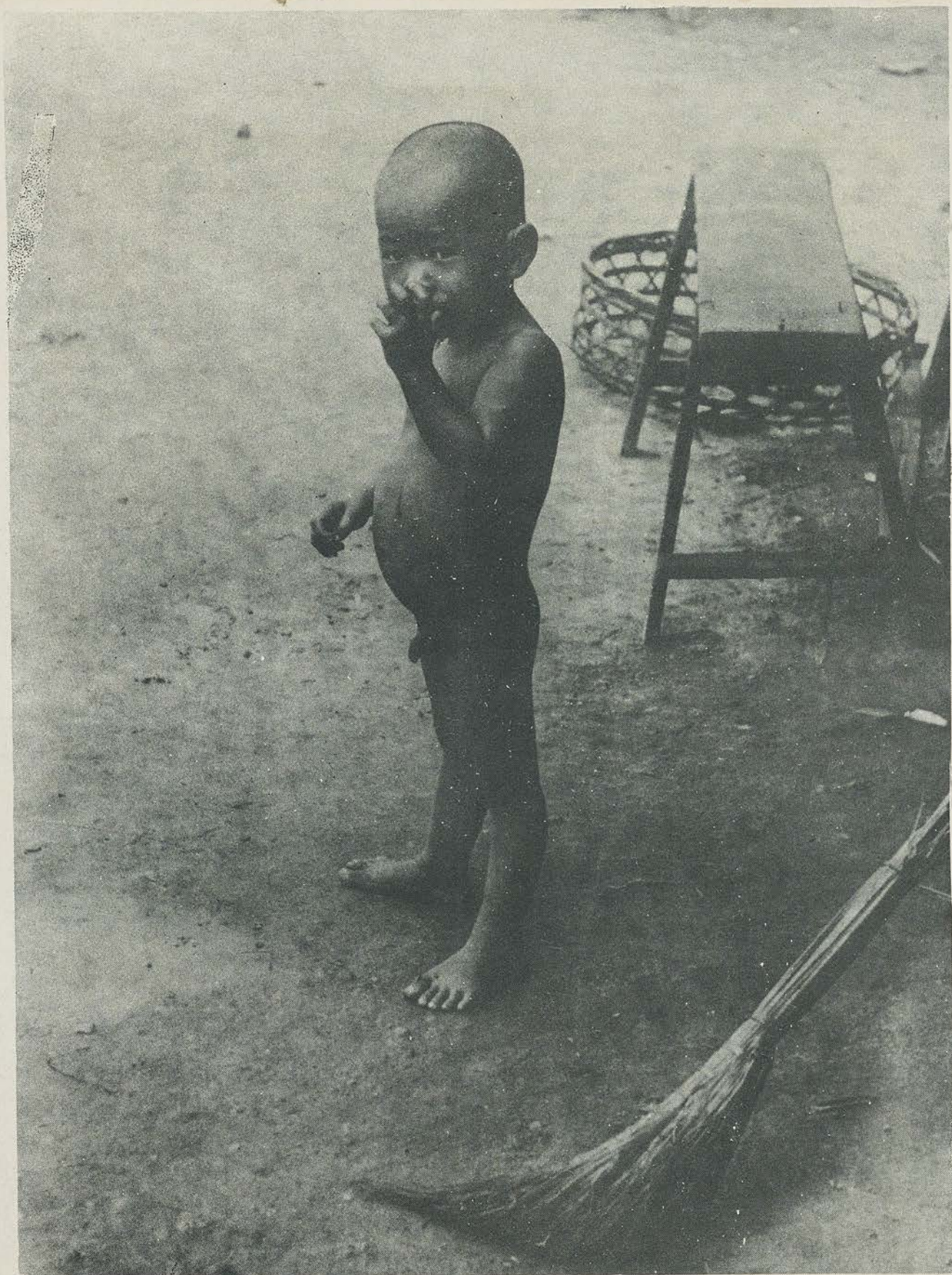


Photo J. LHUISSIER

Le médecin l'a sauvé du tétanos ombilical. Il a été vacciné. Il ira à l'école rurale, fera tomber son ventre sur le stade de son village, sera encadré dans un mouvement de jeunesse et deviendra un citoyen efficace de la nation indochinoise.

Un plâtre local, destiné à l'appareillage des fractures, est obtenu à partir du gypse de Savan-nakhet et donne toute satisfaction aux chirurgiens.

VITAMINES. — Une exposition récente a montré les étapes de la préparation de la *provitamine A*, à partir de la pulpe rouge des fruits du *Momordica*. L'huile obtenue contient une quantité considérable d'un pigment, le *carotène*, qui se transforme dans l'organisme en vitamine A. On connaît les propriétés cicatrisantes protectrices et anti-infectieuses de cette vitamine. Elle est maintenant extraite au Tonkin sur une large échelle et trouve des applications innombrables, non seulement en médecine humaine mais en agriculture où elle est employée comme cicatrisant des plantes. Jusqu'ici, la principale source de vitamine A authentique était fournie par l'huile de foie de morue. On pense que les huiles de foie de raie et de requin extraites par les Trappistes de My-ca, près de Cam-ranh, pourraient remplacer le produit classique. Il n'est malheureusement pas possible d'obtenir sur place d'autres vitamines, notamment les vitamines B et C qui ont pris ces dernières années une si large place en thérapeutique. Il convient de signaler toutefois, à propos de la dernière, que le docteur Riou utilise à l'hôpital de Lanessan, une solution injectable d'acide chlorhydrique très diluée qui donne des résultats à peu près comparables à ceux de l'acide ascorbique (vitamine C). Cette préparation a connu au Tonkin un succès considérable.

OPOTHÉRAPIE. — Les extraits d'organes commencent à achalandier le marché, grâce encore à la diligence des pharmaciens de Saigon. On peut aisément se procurer de l'extrait hépatique buvable. Une maison de Cochinchine a même préparé des ampoules injectables d'acides aminés extraits du foie qui rendent des services dans le traitement des anémies.

Parmi les ressources nobles de l'opothérapie, il faut encore citer l'*adrénaline*, fabriquée à Saigon. Reste enfin le cas de l'*insuline*, médicament spécifique du diabète, dont la privation constitue un arrêt de mort pour certains malades. Les réserves de ce précieux remède touchaient à leur fin, et son approvisionnement en Extrême-Orient ne représentait guère que des promesses de catalogues lorsque le professeur Cousin est parvenu à en extraire à partir de pancréas de porc dans son laboratoire de la Faculté de Pharmacie. Il peut en fabriquer jusqu'à 1.000 unités par jour. Un des plus angoissants problèmes de la thérapeutique est aussi résolu.

SÉRUMS ET VACCINS. — Leur distribution est assurée en Indochine par l'Institut Pasteur. Avant 1940, les vaccins étaient presque tous fabriqués à Dalat, avec des souches microbiennes locales, tandis que les sérums thérapeutiques, dont la préparation exige une cavalerie robuste, étaient tous importés de France. L'effort accompli pour s'adapter aux circonstances est déjà couronné de succès. Dans le domaine des vaccins, on peut noter, en passant, le succès obtenu par le vaccin entérique et l'entéro-rénal, si efficaces dans le traitement des dysenteries et des affections colibacillaires. Mais c'est principalement dans la fabrication des sérums que la nouveauté s'est affirmée. L'Institut Pasteur de Nha-trang, dirigé par le docteur vétérinaire Jacotot a été chargé de l'hyper-immunisation des chevaux donneurs et de la récolte des sérums thérapeutiques. Sa première réalisation fut celle d'un sérum antivenimeux, au

moins égal en activité à celui de la Métropole. Mais le problème le plus grave était celui des sérums contre la diphtérie et le tétanos dont la préparation est délicate et compliquée. Il faut partir de souches microbiennes spéciales, capables de



produire en culture une quantité importante de toxine. Cette toxine, traitée par le formol, produit l'anatoxine, qui sert à la vaccination humaine. Elle sert aussi à vacciner les chevaux dont on prélève ensuite le sang pour avoir le sérum antidiphtérique ou antitétanique. L'Institut Pasteur a pu se procurer, non sans difficultés, des échantillons un peu abâtardis des précieuses souches : il a fallu d'abord, à l'Institut Pasteur de Hanoi, les régénérer et puis fabriquer les anatoxines. Réservées exclusivement pour le moment à l'immunisation des chevaux, ces anatoxines seront, un peu plus tard, livrées également pour la vaccination humaine. Le sérum antitétanique qu'on obtient actuellement possède une valeur antitoxique égale à celui de France. La fabrication du sérum antidiphtérique est en cours.

La solution de ces problèmes a dissipé l'une des menaces les plus dramatiques du blocus et fait le plus grand honneur au médecin général Genevray, directeur des Instituts Pasteur d'Indochine, et à ses collaborateurs.

SPÉCIALITÉS LOCALES. — Sur le plan commercial, l'ingéniosité des pharmaciens s'est traduite par le lancement de près de quatre cents spécialités, toutes soigneusement contrôlées. Un certain nombre reproduisent les formules les plus classiques et les plus éprouvées. Il faut noter le succès particulier de préparation à base de calcium injectable, de médications diverses à l'usage des hépatiques. Il faut citer également la production importante par plusieurs pharmacies officielles et privées d'ampoules d'eau de mer injectable, analogues au plasma de Quinton.

REMÈDES DIVERS. — Il est impossible de donner en quelques lignes une idée de l'arsenal thérapeutique édifié en Indochine même. Les plantes ont fourni des quantités de ressources, des extraits, des essences, des teintures. Il y a de la noix vomique pour les déprimés, de la passiflore pour les agités, de l'artichaut pour les hépatiques. Les vers intestinaux sont balayés par des armes locales dont l'essence de chenopodium est le type. Les galeux sont enduits de liquides parfumés provenant des résidus de la distillation des essences de cajepout et de bruyère, ce qui représente, du point de vue olfactif, un progrès sur les malodorants sulfures.

En plus des remèdes utilisés, il y a enfin tous ceux qui pourraient être fabriqués en cas d'épuisement des stocks actuels, notamment les alcaloïdes dont le professeur Bonnet a mis au point les procédés d'extraction : strychnine, caféine, atropine, morphine. Il a même isolé au cours de ses

recherches, un nouvel alcaloïde, la *rotundine*, qui fait déjà l'objet d'une préparation commerciale : c'est un sédatif qui peut éventuellement remplacer le gardénal...

En dernier lieu, à la liste de tous les secours dont l'importance locale a grandi, il serait injuste de ne pas ajouter le *sang* humain. On ne l'utilise pas seulement pour ranimer des blessés ou des opérés. Il joue en médecine, dans le traitement des anémies et de nombreuses dystrophies un rôle d'autant plus précieux que les médicaments nobles deviennent rares. Grâce à la simplification des techniques de récolte, on a pu, dans les seuls hôpitaux indochinois de Hanoi, transfuser près de vingt litres en 1943 et vingt-quatre litres pendant les six premiers mois de 1944. Ces quantités ont été exclusivement fournies par des donneurs volontaires.

À côté des médicaments proprement dits, on ne saurait négliger les produits de régime. On sait que la question du lait a été heureusement réglée dans les grandes cités, au point de compenser la privation des laits de conserve. Une maison de Saïgon fabrique d'excellentes farines maltées. Dans certains hôpitaux d'enfants on a pu mettre au point la préparation de laits modifiés comparables à ceux de l'importation. C'est ainsi que la Clinique pédiatrique de la Faculté de Médecine de Hanoi prépare pour les nourrissons un bibeur d'excellente qualité.

Le bilan serait incomplet s'il ne s'achevait par une allusion à un matériel pharmaceutique : le caoutchouc a fourni sur place des sondes, des tubes, des doigtiers, des coussins. Enfin une verrerie de précision commence à paraître. Tous ces résultats sont d'autant plus remarquables qu'il a fallu presque toujours travailler dans des conditions sommaires, se contenter d'un matériel réduit, de matières premières mesurées. Une telle expérience faite sur ces bases précaires montre par sa réussite ce que l'Indochine pourrait produire dans une économie normale.



TENDANCES DE L'HYGIÈNE INDOCHINOISE.

Au stade d'organisation sanitaire où l'Indochine était parvenue en 1940, il restait peu de choses à faire dans les centres, si ce n'est dans certains compartiments de l'hygiène urbaine. Par contre, la pénétration de l'Assistance médicale dans les masses rurales se limitait à des expériences ou à des organisations modèles en pays de langue annamite. L'occasion était donc belle d'innover. Grâce à l'initiative du médecin général inspecteur Botreau-Roussel, la politique sanitaire s'est orientée délibérément en profondeur. Avant d'insister davantage, il serait injuste toutefois de passer sous silence ce qui a été fait dans les centres pendant la période correspondante. Un article du docteur Duga, paru dans le numéro du 18 novembre 1943 de cette revue, décrit les embellisse-

ments présents et futurs de l'hôpital de Lanessan. Cette vivante formation connaît à l'heure actuelle une fièvre de transformation qui prélude heureusement à sa modernisation projetée. Les autres hôpitaux de Hanoi, Yersin et René-Robin, ont ajouté des bâtiments essentiels à leur ensemble. À Saïgon, le groupe chirurgical de l'hôpital Grall, un des plus modernes de l'Extrême-Orient, a été achevé en 1941. À Vientiane, la formation hospitalière a été entièrement modernisée en 1942. Signalons enfin la construction d'un pavillon pour Européens à l'asile de Bien-hoa et l'achèvement d'un asile psychiatrique à Takhmaa, au Cambodge.

Mais les réalisations les plus méritoires sont celles qui ont doté de centres hospitaliers de base des régions insalubres et pauvrement équipées, comme les plateaux moïs du Centre-Annam. En dépit de difficultés incessantes, que le vice-amiral Decoux a dû s'employer lui-même à résoudre avec une remarquable ténacité, l'hôpital de Djiring vient d'être achevé il y a quelques semaines. Il abrite déjà cent-vingt malades : on imagine les services que pourra rendre un tel asile dans un pays infesté de paludisme et de typhus. Ban-méthuat possède également une formation toute récente, avec trois salles d'hospitalisation pour Indochinois, une pour Européens, une maternité, et une grande case destinée aux Moïs qu'une construction trop moderne pourrait dépayser et rebuter.

La construction de ces hôpitaux « de brousse », déjà remarquable en elle-même, prend une signification plus haute si on la rattache au plan d'ensemble dont elle relève. Il s'agit en effet d'un vaste programme de pénétration médicale et hygiénique au sein des races autochtones de l'Indochine centrale, menacées d'extinction par les maladies sociales. Les principaux efforts ont porté jusqu'ici sur les pays moïs, plus facilement accessibles, et dont l'écart de civilisation avec les populations prolifiques du voisinage rendait le sauvetage plus urgent. L'Inspecteur général vient, au cours d'une récente tournée, de décider la création de nouveaux postes médicaux qu'il compte aménager et pourvoir dans un proche avenir. Ils seront occupés par un personnel spécial dont la formation se rattache justement à ce programme de médecine en profondeur.

En 1941, l'Inspection générale de l'Hygiène et de la Santé publique a ouvert à Saïgon un « Cours de formation d'Assistance de Médecine sociale ». Cette école, dont le programme d'enseignement est surtout pratique et fait une large part à la médecine préventive forme en quatre ans des auxiliaires médicaux recrutés dans tous les pays de l'Union. En plus des Annamites, Laotiens et Cambodgiens, on y compte, en effet, quatre étudiants Moïs, deux Thaïs noirs et deux Thos. Leur rôle sera de vulgariser les notions élémentaires d'hygiène, de dépister les maladies endémo-épidémiques, de vacciner, enfin de secourir les malades et blessés rencontrés au cours des tournées. Contrairement à ce qui s'est fait aux Indes Néerlandaises où des techniciens similaires ont été exclusivement consacrés à l'hygiène, les assistants indochinois reçoivent une instruction assez complète qui doit leur permettre d'associer la médecine curative à la médecine préventive. Il y a déjà trois promotions en cours d'étude, dont la première sortira en juillet 1945 et sera répartie d'après les origines. Les quatre premiers assistants moïs iront prendre leur départ à Ban-mé-

thuot, à Kontum, au poste du Lac. D'autres iront faire au Laos et au Cambodge de la médecine mobile, suivant un programme déjà établi, mais encore théorique, étant donné le manque de personnel qualifié pour l'accomplir jusqu'ici. Poursuivant la même politique de recrutement local du personnel sanitaire, l'Inspection générale du Service de Santé fait instruire trois jeunes filles laotiennes à l'Ecole des sages-femmes d'Etat de Hanoi et une de race moi à la Maternité de Saigon. Elles constitueront plus tard, dans leurs pays, les meilleurs agents de propagande pour la médecine française.

LUTTE CONTRE LES FLÉAUX SOCIAUX.

La défense de l'Indochine contre les grandes maladies endémo-épidémiques est depuis longtemps assurée. Les menaces de peste, de choléra, de méningite cérébro-spinale sont rapidement maîtrisées par des mesures quasi automatiques dont la vaccination est l'arme principale. Le paludisme est tenu en respect partout où la collaboration des médecins, de l'Institut Pasteur, et des autorités a pu donner toute sa mesure. Les innovations ont donc été forcément réduites dans ce domaine.

Arrêtons-nous toutefois à la question du *paludisme*. La prophylaxie comporte un ensemble de mesures : destruction des moustiques et de leurs larves, protection des sujets sains par des médicaments préventifs. Si les premières ont pu être aisément poursuivies, l'approvisionnement en produits prophylactiques a été rapidement tari par le blocus. Or, la quinacrine, qui avait supplanté la quinine, moins maniable et moins efficace, provenait uniquement de l'importation. Fort heureusement, M. Yersin avait planté, il y a vingt ans, des arbres à quinquina sur les plateaux d'Annam. Le Service de Santé local a pu traiter leurs écorces à Tourane, dans une usine aménagée avec des moyens de fortune, et obtenir plus de 2 tonnes de quinine en 1943. Depuis cette année, l'extension des plantations a permis d'envisager une extraction industrielle qui a été confiée à la Société des Terres Rouges. Non seulement l'Indochine aura bientôt de la quinine, mais cette organisation, si elle survit, assurera peut-être une libération ultérieure vis-à-vis des trusts étrangers.

La *lèpre* représente en Indochine une endémie sournoise et dispersée, contre laquelle on prétendait lutter jusqu'ici par des mesures de ségrégation très impopulaires et très discutables. Une formule remarquable de prophylaxie dont le principe était déjà posé mais qui a pris son véritable essor en 1940, est utilisée à l'Institut Pasteur de Saigon par le docteur Chaussinand. Elle consiste à traiter les malades dans un dispensaire où ils viennent librement. L'assiduité les garantit officiellement contre les tracasseries policières. Les négligents retombent au contraire sous la menace de l'internement. En réalité, les résultats d'un traitement à base de substances extraites de l'huile de Krabao sont assez brillants pour stimuler leur zèle. Plus d'un millier de lépreux ont été dépistés et traités depuis quatre ans à ce dispensaire qui en a « blanchi » le plus grand nombre et apparemment guéri quelques-uns. On peut admettre que les trois quarts d'entre eux auraient échappé aux bienfaits de la cure et continué à semer la contagion s'ils avaient été menacés de l'internement légal.

Le succès de cette heureuse formule et son caractère très économique a entraîné la création d'un dispensaire analogue à Pnom-Penh. Trois cents lépreux y ont été dépistés et traités la première année. Un autre va être ouvert à Quinhon. Pour alimenter les centres de traitement, un gros effort a été accompli par la Direction locale de la Santé au Cambodge dans l'extraction de l'huile de Krabao. Quinze tonnes de graines ont été cueillies en 1942. La Pharmacie centrale de Pnom-Penh extrait elle-même l'huile et les savons qui servent à l'approvisionnement des autres pays de l'Union.

La lutte contre le *pian* a marqué des succès au Cambodge. Tout le long de la nouvelle frontière thaïlandaise ont été créés des centres de traitement, visités régulièrement par des infirmiers spécialisés. Les malades y reçoivent une série d'injections de sels de bismuth qui les blanchit rapidement et sûrement. Le succès est tel que les Cambodgiens y viennent en foule, non seulement du voisinage immédiat, mais encore de régions éloignées et même de la zone « irrédente ».

HYGIÈNE GÉNÉRALE

Le problème de l'eau potable est déjà résolu dans toutes les villes d'Indochine. Il restait à équiper d'une façon simple et économique les agglomérations rurales. Le pharmacien-chimiste Autret, de l'Institut Pasteur de Hanoi, a su mettre au point un poste rural d'épuration qui sera bientôt répandu à des centaines d'exemplaires. Son projet s'inspire du camion-épuration qu'il a imaginé dès 1940 pour les troupes en campagne et dont sept modèles sont actuellement construits. Ils ont d'ailleurs rendu les plus grands services lors des opérations militaires et des manœuvres et, plus récemment, dans les centres de dispersion créés loin des villes bombardées. Ces camions constituent de petites usines ambulantes qui débitent à l'heure trois mille litres d'eau pure, quelle que soit la souillure du point de captation. Le principe est basé sur l'emploi d'un excès de chlore, qu'on neutralise ensuite avec du charbon activé ; ainsi sont évités des calculs et de savants dosages.

Le poste rural fixe est la réplique exacte du camion épuration. Suivant la taille, il peut débiter de deux à quatre mètres cubes à l'heure. Son prix de revient n'atteint pas mille piastres.

C'est la solution longtemps cherchée du problème de l'eau potable dans les centres ruraux.

L'hygiène des cités a bénéficié de l'essor général de l'urbanisme. Elle anticipe même sur la réalisation des grands projets. L'exemple le plus démonstratif est fourni par les agglomérations de paillotes modèles de la région Saïgon-Cholon. Depuis 1942, grâce à l'activité inlassable du docteur Hérivaux, trente mille personnes entassées auparavant dans d'abominables taudis ont pu s'abriter dans des logis confortables et hygiéniques. Un programme analogue doit être mis prochainement à exécution dans la banlieue de Hanoi.

ŒUVRE SCIENTIFIQUE

L'effort déployé dans l'action, au cours des 4 dernières années, honore déjà suffisamment les médecins et pharmaciens d'Indochine. Il faut cependant insister sur un autre aspect de l'œuvre accomplie, dans le domaine de la recherche et

de la culture. A aucune autre époque les sociétés savantes n'ont été plus actives, les travaux plus denses, l'émulation plus générale. Il suffit pour le vérifier, de parcourir les collections de périodiques spécialisés qui, malgré les difficultés de l'heure, ont continué de paraître : *Revue Médicale d'Extrême-Orient*, *Annales des Instituts Pasteur d'Indochine*, *Annales de la Faculté de Médecine et de Pharmacie*, *Travaux de l'Institut Anatomique*... D'innombrables publications attestent l'activité des laboratoires et des cliniques, dont plusieurs ont trait à des innovations déjà relatées. Il faut y ajouter : les recherches anthropologiques du professeur Huard et du docteur Dô-xuân-Hop ; les travaux de parasitologie du professeur Galliard ; les acquisitions sur les typhus auxquelles ont contribué les trois Instituts Pasteur d'Indochine ; les recherches sur l'alimentation de l'Institut Pasteur de Hanoi (Autret) ; la mise au point, dans les laboratoires de la Faculté de Pharmacie de Hanoi (professeurs Cousin et Bonnet) d'une infinité de techniques originales ; les recherches biologiques du laboratoire de Médecine expérimentale du docteur Noyer. Signalons encore, malgré l'impossibilité matérielle de citer tous les auteurs, des travaux sur la méningite cérébro-spinale, la fièvre typhoïde, la pneumococcie, la sulfamidothérapie, etc... Le Conseil des Recherches scientifiques et l'Institut Indochinois pour l'étude de l'Homme doivent aux médecins et pharmaciens une contribution importante.

Ajoutons enfin que la formation des étudiants a pu se poursuivre en dépit de tous les obstacles. La Faculté de Médecine et de Pharmacie, de Hanoi, bien qu'amputée d'une partie de ses membres et privée des échanges scientifiques avec le monde occidental a pu instruire et former quatre générations d'élèves. Le classique P. C. B. ayant été supprimé et remplacé par une année préparatoire, elle a pu trouver en elle-même les ressources nécessaires à ce nouvel enseignement. Trente-six thèses ont été soutenues, quatorze diplômes de pharmaciens délivrés. La première promotion de chirurgiens-dentistes, la promotion « Maréchal-Pétain » est sortie en mai 1944 de la Section d'odonto-stomatologie de la Faculté. Enfin, complétant la brochette des grandes écoles, une section de l'Ecole du Service de Santé militaire a été ouverte en 1944 à l'hôpital de Lanessan.

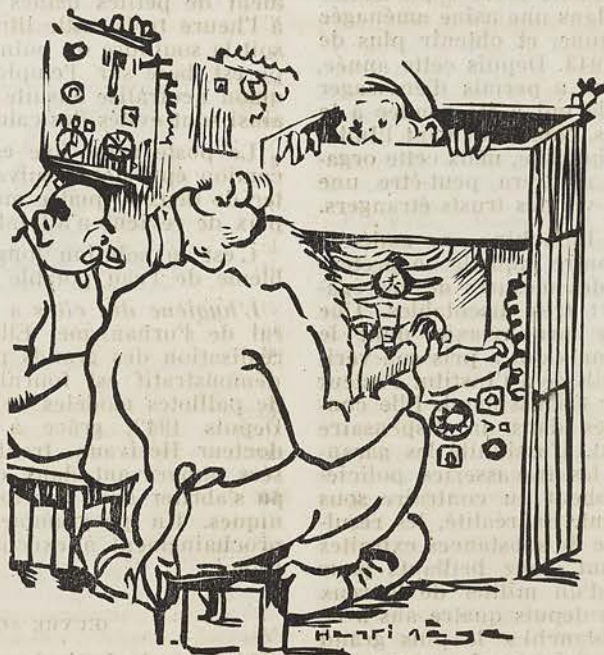
**

Tout ce qui vient d'être rapporté ne constitue qu'un choix d'exemples, sûrement incomplet, peut-être injuste. Son seul mérite est d'affirmer la réalité d'un instinct de conservation collective, d'un réflexe de défense sociale qui ont sauvé, en des temps difficiles, la santé du pays.

On connaît l'hommage célèbre du maréchal Lyautey aux médecins du Maroc. A son tour, l'Amiral Decoux peut être fier des médecins d'Indochine.

INDOCHINE

L'HUMOUR A L'HOPITAL



LE RADIOLOGUE. — Mais, malheureux, vous avez avalé votre réveil !

LE PATIENT. — Tiens, par exemple ! Et pouvez-vous me dire l'heure, je vous prie ?

LA SEMAINE DANS LE MONDE

DU 10 AU 17 JUILLET 1944

Pacifique.

— Dans les airs, l'aviation navale nipponne a poursuivi ses raids de harcèlement au-dessus des différentes zones d'opérations.

L'aviation alliée, de son côté, a effectué des raids sur les bases nipponnes suivantes :

Babo et Saga, en Nouvelle-Guinée occidentale, les 4, 7 et 11 juillet ;

Les îles Bonin, les 3 et 4 juillet ;

Les îles Yap et Truk, dans l'archipel des Carolines, les 8, 14 et 15 juillet ;

Rabaul, les 12 et 13 juillet ;

Boela, dans l'île Céram, en mer de Banda, le 14 juillet.

— Sur terre, les forces américaines, supérieures en nombre, auraient achevé l'occupation de l'île Saipan, dans l'archipel Mariannes. Des groupes de résistance nippons se maintiennent toutefois sur l'extrémité septentrionale de l'île.

— Sur mer, des forces navales alliées ont attaqué, à plusieurs reprises, les positions japonaises de l'île Omiya, dans le Pacifique central.

Birmanie.

La campagne birmane s'est poursuivie dans le courant de cette semaine sans apporter de changements décisifs en faveur des forces alliées.

Les combats se centralisent toujours aux environs des places fortes avancées d'Imphal, de Myitkyina et de Tengchung-Lungling.

Les succès alliés se résument en de faibles gains locaux obtenus au prix de durs combats, dans des régions extrêmement montagneuses et se prêtant mal aux grands déploiements de forces armées.

— Sur la frontière des Indes, le village d'Ukrul, situé à 45 kilomètres au nord-est d'Imphal, aurait été repris par les forces britanniques et la piste Imphal-Silchar réoccupée sur une distance de 22 kilomètres.

— Dans le Yunnan occidental, de nouvelles progressions à l'ouest du fleuve Salouen auraient amené les troupes chinoises à proximité de Lungling et de Tengchung, places fortes japonaises défendant l'accès à la « Route de Birmanie » et à la route de Myitkyina.

— Près de Myitkyina, la situation a subi peu de changements notables depuis le début du mois.

Chine.

La bataille du Hunan et du Kwangtung se poursuit aux abords de la voie ferrée Hankéou-Canton, au sud et au nord de ces deux provinces, près des villes de Hengyang et de Yingtak, distantes seulement l'une de l'autre de 300 kilomètres.

La résistance chinoise semble toutefois s'être resserrée au nord de ce tronçon de ligne, où la ville de Hengyang (Hengchowfu), encerclée depuis vingt-deux jours, résiste toujours aux assauts nippons.

— Le long de la voie ferrée Hengyang-Kweilin, l'avance japonaise a été enrayée au sud de Yungchowfu, à mi-distance de ces deux villes.

France.

Après la prise de Caen, les troupes alliées opérant en Normandie se sont efforcées d'améliorer leurs positions et d'établir une ligne de front continue s'étendant de l'embouchure de l'Orne jusqu'à la côte occidentale de la presqu'île du Cotentin.

Bien que le gros de l'effort allié se soit exercé sur l'aile droite de ce front, la progression des troupes américaines en direction de la route Saint-Lô-Lessay, s'est réduite à une faible distance, amenant

les positions avancées alliées à 3 kilomètres de Lessay, 5 kilomètres de Periers et 2 km. 500 de Saint-Lô.

La bataille pour ce dernier centre se déroule depuis trois jours le long d'une ligne qui court du nord-ouest à l'est de la ville.

— Dans le secteur de Caen, le général Montgomery entreprend actuellement le regroupement de ses forces en vue d'une nouvelle offensive qui serait dirigée contre les lignes de défenses allemandes établies le long de l'Orne et qui couvrent la plaine de Caen, d'une nature plus favorable aux grandes opérations de blindés.

Les effectifs britanniques massés dans ce dernier secteur s'élèveraient à 500.000 hommes.

Russie.

En Russie Blanche, l'attaque soviétique en direction de la Prusse orientale a encore augmenté d'intensité au cours de ces huit derniers jours, et la distance qui séparait l'Armée Rouge du fleuve Niémen, dernier obstacle naturel avant la frontière allemande, a été couverte en un temps extrêmement court.

Grodno, place forte allemande située au point de rencontre des frontières allemande, lithuanienne et soviétique de 1939, est tombée aux mains des Russes dans la journée du 16 juillet, en dépit de l'arrivée de nouveaux renforts allemands.

Le fleuve Niémen, qui étend son cours moyen entre Grodno et Kovno, en territoire lithuanien, a été également atteint à l'ouest de Vilno, et, en fin de semaine, les forces soviétiques établissaient une tête de pont sur la rive occidentale du fleuve, occupant la ville d'Alitis, située à 60 kilomètres au sud de Kovno.

— Au nord de ce front, l'offensive soviétique s'est développée jusqu'au sud de Pskov, dans une région puissamment fortifiée par les Allemands.

Les villes d'Idritsa, Opotchka et Puskin-Gori, situées sur la voie ferrée Pskov-Polotsk, à 50 kilomètres de la frontière lettone, ont été occupées les 12, 14 et 15 juillet.

— Au sud du front de Russie Blanche, l'attaque soviétique déclenchée en début du mois, le long du cours moyen du Pripet, a entraîné la chute de Pinsk, place forte allemande couvrant la région Brest-Litovsk-Varsovie.

— Dans la région méridionale du front, une nouvelle offensive soviétique a été déclenchée dans la région située entre Lutsk et Tarnopol, villes occupées par les Russes vers la fin de la dernière campagne d'hiver, et situées au nord-est et au sud-est de Lwow.

— Sur le front de Finlande, la campagne d'été se poursuit à l'ouest du lac Onega et la ville de Suoiarvi, située à 75 kilomètres de la frontière, a été occupée dans la journée du 13 juillet.

Italie.

La situation sur l'ensemble du front qui s'étend actuellement du sud de Livourne au sud d'Ancône, a subi peu de changements en dépit des attaques répétées des forces alliées.

Le seul fait important de la semaine a été la prise d'Arezzo, place forte avancée de la « Ligne Gothique » allemande, et centre de communications important sur la voie ferrée Rome-Florence.

Dans le secteur côtier, les forces américaines de la V^e Armée, au cours de leur progression en direction de Livourne, ont atteint la ville de Baggi-di-Casciana, située à quelques kilomètres au sud de Livourne.

— Sur le front de l'Adriatique, aucun changement n'a été signalé au cours de ces huit derniers jours.

EN FRANCE

9 juillet.

Les bombardements du port de Sète.

Le bilan des victimes du bombardement anglo-américain du 25 juin sur Sète, Balarue et Frontignan s'établit ainsi :

A Sète, on déplore 47 morts et on compte 35 blessés et 232 sinistrés. Le chiffre des immeubles détruits s'élève à une centaine :

A Balarue, on a retiré des décombres 19 morts et 30 blessés, tandis qu'à Frontignan, le nombre des victimes est de 60 environ, dont 51 morts. Dans cette dernière localité, 400 immeubles ont été atteints et 500 familles sont sans abri.

On signale enfin que le vapeur *El Djezaïre*, qui était ancré dans l'étang de Thau, a été incendié.

13 juillet.

Pour la protection des hôpitaux.

En raison des événements qui se déroulent sur notre sol, le docteur Grasset, secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille, a été amené à prévoir un repli des hôpitaux situés dans les zones menacées sur des régions moins exposées. Le repli éventuel des hôpitaux est prévu sur des établissements d'accès facile, situés en pleine campagne ou dans des châteaux. En outre, des centres chirurgicaux seront installés dans des établissements isolés à proximité des voies de communications et d'accès facile.

14 juillet.

Un exposé à la presse de M. Bichelonne.

M. Bichelonne, ministre, secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, recevant

les représentants de la presse, leur a exposé comment les divers services du ministère faisaient face aux difficultés techniques de tous ordres, conséquences des circonstances actuelles. Après avoir rappelé les troubles apportés aux transports ferroviaires, fluviaux et routiers ainsi qu'aux transports d'énergie électrique par les bombardements, le ministre a fait remarquer que, malgré tout cela, le Gouvernement était parvenu à assurer la continuité de la production industrielle vitale et d'éviter le chômage total pour des centaines de milliers d'ouvriers.

Décès de M. G. Mandel.

L'ancien ministre Mandel devait être transféré par les services allemands à la prison de la Santé et remis aux services pénitentiaires français. Pendant le transfert, la voiture qui le transportait a été attaquée et, au cours de l'échauffourée, M. Georges Mandel a été tué.

Pour les Français travaillant en Allemagne.

Le ministre du Travail et de la Solidarité nationale a chargé M. Maurice Bouvier, président de l'Institut des études corporatives et sociales, d'organiser l'information et l'éducation sociales des Français travaillant en Allemagne pour leur permettre d'acquiescer dès maintenant les connaissances nécessaires à leur participation active à la nouvelle organisation économique et sociale de la France.

L'équipement frigorifique de la France.

L'équipement frigorifique a fait l'objet d'une loi du 22 juin publiée au *Journal Officiel* du 15 juillet. Par ce texte un délégué général à l'Équipement national est chargé d'établir un plan d'équipement frigorifique de la France et de l'Empire.

A TRAVERS LA PRESSE INDOCHINOISE

Une devinette.

Solution.

Voici ce que répondit l'auteur :

— Comment ! Vous ne savez pas ! C'est ahurissant.

« Alors, quand vous achetez un citron et qu'on vous livre un piano à queue, vous n'êtes pas capable de faire la différence ? »

Etes-vous détective ?

SOLUTION DU PROBLÈME DU COMPARTIMENT DES GENS DE LETTRES.

Prenant comme base le sens de la marche du train, à priori, le couloir peut aussi bien être à gauche qu'à droite, mais un fait est certain c'est que M. Dupont, à son grand désespoir, tourne le dos au sens marche et est assis du côté opposé au couloir puisqu'il dérange deux personnes pour sortir.

M. Dubois dérangé par M. Dupont est donc côté couloir. Ayant M. Duval à sa droite il ne peut être sur la même banquette que M. Dupont. Il est donc assis sens marche du train et le couloir est obligatoirement à gauche. Les quatre places sont donc occupées comme suit : sens marche côté couloir : M. Dubois ; à sa droite, M. Duval. En face de ce dernier, M. Dupont, romancier, et à la quatrième place, tournant le dos à la marche du train et du côté du couloir l'historien M. Durand.

M. Dubois, qui ne peut être ni l'historien, ni le romancier, ni le poète (puisque'il lit des vers) est donc le philosophe. C'est M. Duval qui est le poète.

M. Dubois lit des vers et M. Dupont un traité de philosophie. L'historien M. Durand ne peut donc lire que le roman et M. Duval le livre d'histoire.

COMMENTAIRES.

Sur les nombreuses réponses reçues, deux seulement sont exactes et complètes : ce sont celles de l'équipe Korniloff, Kornelius et Compagnie et de M. Sadio Keita.

Trois autres, celles de Toto Guérin, de L. C. et de Mary Anne Honymé donnent seulement la solution sans expliquer par quelles déductions leurs auteurs sont arrivés au résultat.

« Loup solitaire » et M. Ung-tong-Phka donnent une solution exacte mais n'envisagent jamais la possibilité d'un couloir à droite sens marche du train.

Quatre réponses ont été envoyées par des personnes ayant mal lu l'énoncé du problème. Celui-ci disait : M. Dupont aurait aimé être assis dans le sens de la marche du train. Ceci peut dire qu'il ne l'était pas.

Une autre solution fautive mais curieuse est donnée par « Diable édenté ». Il place le couloir dans l'axe du train et établit son raisonnement sur cette hypothèse. Le problème est alors de savoir pourquoi le turbulent M. Dupont dérange deux personnes chaque fois qu'il se lève pour fumer. Peut-être est-ce pour demander à l'un une cigarette et à l'autre du feu ?

La publication de ce problème nous a valu de recevoir la lettre suivante écrite sur papier à en-tête de « Compagnie Internationale des Grands Express Continentaux » et qui nous donne, sous une forme spirituelle, la solution exacte du problème.

Monsieur le Directeur,

Nous savons bien, nous-autres-des-wagons lits, que Côté couloir, l'atmosphère est morose. Il faut, en effet, être revenu de bien des choses pour s'en accommoder.

C'est le cas de M. Dubois qui doit être un grand philosophe puisqu'aussi bien, il lit... les vers de son voisin Duval.

Ou bien, il faut être timide comme un historien et c'est bien ce qui caractérise ce bon M. Durand qui n'ose même pas dire à son turbulent voisin, combien son roman est inepte.

Capricieux et sans-gêne, les « gendelettres » se sont donc emparés des deux places côté « portière ».

Pour ne pas se distraire outre mesure de la contemplation du paysage, source éventuelle d'inspiration littéraire, ils ont choisi la lecture peu captivante (comme chacun sait), le romancier, d'un traité de philosophie, le poète, d'un traité d'histoire.

Ce dernier est sans nul doute, M. Duval car, perdu dans les nuages comme il est de règle pour les poètes, il n'a même pas daigné s'apercevoir des grimaces nauséabondes du romancier Dupont qui ne supporte pas de voyager dans le sens contraire à la marche du train.

Veuillez, etc...

Agent SEKOUR.

(RADIO-BULLETIN du 6 juillet.)

LA VIE INDOCHINOISE

10 juillet.

Le 14 juillet sera, cette année, jour férié comme les années précédentes ; mais en raison du deuil de la Patrie, cette journée ne comportera ni réjouissances, ni cérémonies, ni manifestations publiques ou privées.

Une permanence sera assurée dans les Administrations publiques. D'autre part, il n'y aura aucun chômage dans les services de transports essentiels, non plus que dans les usines où la continuité du travail est nécessaire.

1° Des renseignements complémentaires sur les incursions aériennes du 7 juillet indiquent 10 tués et 6 blessés ; ce qui porte le nombre des victimes de cette journée à 13 tués et 13 blessés indochinois.

2° Au cours de la journée du 8, le nombre des victimes s'élève à 7 tués et 35 blessés indochinois.

— Le sol tonkinois vient d'être à nouveau ensanglanté par un bombardement criminel de l'aviation américaine.

Le 9 juillet, dans la matinée, 5 bombardiers moyens « B-25 » ont attaqué sans aucun motif plausible, à la bombe et à la mitrailleuse, un village de la frontière sino-tonkinoise. La population, surprise au milieu de ses occupations quotidiennes par la soudaineté de l'attaque, n'a pu se disperser à temps. Le chiffre des victimes connues à l'heure actuelle atteint 50 morts et 100 blessés.

Cette nouvelle agression, à laquelle l'absence de tout objectif d'intérêt militaire dans le lieu où elle s'est produite confère un caractère particulièrement odieux, démontre une fois de plus l'inanité des arguments dont se sert la propagande étrangère concernant les actes d'hostilité dirigés chaque jour contre les paisibles populations de l'Indochine avec une cruauté que rien ne peut justifier.

Les autorités locales ont immédiatement pris toutes les dispositions en leur pouvoir pour venir en aide aux innocentes victimes de cette lâche agression.

Saigon. — Le Gouverneur de la Cochinchine a passé la journée du 10 juillet dans les provinces de Tan-an, My-tho et Go-cong. Il y a repris contact avec les autorités provinciales et communales dans des villages qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de voir.

12 juillet.

Hanoi. — Faisant suite à la fondation des deux centres d'accueil de Hadong, une garderie vient d'être créée au Tam-dao par la Légion du Tonkin pour les enfants de 2 à 5 ans, dont les parents sont retenus à Hanoi par leurs obligations professionnelles.

— Au cours des raids aériens sur le Tonkin dans la journée du 12 juillet, le nombre des victimes a été de 2 morts et 9 blessés indochinois.

— Le Résident Supérieur au Tonkin a effectué une tournée dans la région des salines de Van-ly, éprouvée par le typhon du 11 juillet.

Huê. — Le public est informé qu'un hall d'information est mis à sa disposition, à Huê, rue Jules-Ferry (face au Cercle militaire). Il y trouvera les nouvelles mondiales de chaque jour, des cartes pour suivre les opérations des fronts de combats, les revues et divers journaux d'Indochine, etc...

13 juillet.

Hanoi. — Au début de la matinée, le Gouverneur Général accompagné de M. Jonchère, directeur de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts, s'est rendu à Son-tay pour visiter la Section de peinture repliée à la suite des bombardements de Hanoi.

15 juillet.

Hanoi. — L'Amiral s'est rendu au Centre Maurice-Ducoroy pour les jeunes aveugles du Tonkin. Il a visité la salle d'études où une vingtaine de jeunes aveugles travaillaient sous la direction d'un maître également aveugle.

— Le Gouverneur Général, accompagné de M. Jean Aurillac, directeur du Cabinet, s'est rendu à la Maison de l'Information, rue Paul-Bert, où se déroule actuellement une exposition de costumes de hauts dignitaires de l'Empire d'Annam, et de souvenirs relatifs aux Français de l'entourage de l'Empereur Gia-Long.

16 juillet.

Hanoi. — Au cours des incursions aériennes sur le Tonkin, dans la journée du 15 juillet 1944, le nombre des victimes a été de 6 tués et 10 blessés indochinois.

— Le Secrétariat d'Etat aux Colonies vient de faire connaître que, par décret en date du 11 juillet, M. Nguyễn-tân-Chuân, médecin indochinois de 3^e classe, a été nommé, à titre posthume, chevalier de la Légion d'honneur.

Nguyễn-tân-Chuân était né le 15 janvier 1909. Ancien élève de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Hanoi, il était entré au service de l'Assistance Médicale en 1936, et avait principalement servi à l'Hôpital de Huê et à celui de Qui-nhon.

Affecté à l'Hôpital de Dalat, il contracta le typhus auprès des malades à qui il prodiguait ses soins, et succomba le 14 février 1944, victime de son devoir professionnel.

Phnom-penh. — Dans l'après-midi du 15 juillet, le Commissaire général à l'Education physique, aux Sports et à la Jeunesse accompagné de l'Administrateur Vincent, chef du Service local Sports-Jeunesse, s'est rendu à Oudong pour présider au baptême de la cinquième promotion de l'école locale des cadres du Cambodge et à celui de l'école interprovinciale de Kandal.

La promotion de l'école locale a, dans une attention touchante, demandé le nom de « Normandie », en hommage à la grande province française ravagée par la guerre, honneur qui lui a été accordé.

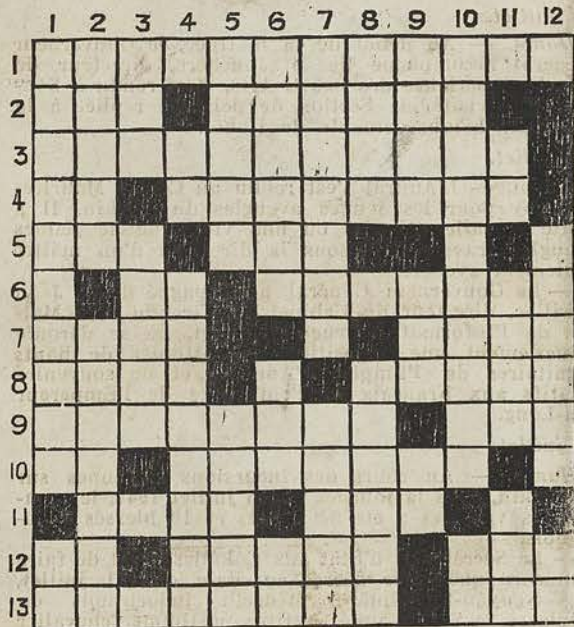
Les mots croisés d'« INDOCHINE »

Les mots croisés de A. Frévat.

N° 2.

Horizontalement.

1. — Morceau liminaire.
2. — Changea involontairement de registre — On le préfère actuellement félin plutôt qu'aérien.
3. — Danse du XVII^e siècle.
4. — Phonétiquement : ainsi mourut le père de Noé — Son maniement était jadis accompagné de chants.
5. — Pour la troisième fois — Quarante et un.
6. — Deux voisins de Beethoven — Affaiblit.
7. — Enveloppe — Jeune baliveau.
8. — Cri joyeux d'antan — Le jaune est à l'origine d'électricité.
9. — Sanctionne une action d'éclat — Monnaie ou saint.
10. — Accompagne certaines licences — Ses fils sont réputés.
11. — Coule dans le précédent — Voit le chaland qui passe.
12. — Lie la mineure à la majeure — Alarme — Avait l'habitude des courses nocturnes.
13. — Peut être étoile — Petit quadrupède sans queue ni tête.



Verticalement.

1. — Inspira à Schubert un de ses lieder — Ode inachevée.
2. — Sa rencontre avec un autre est parfois bruyante — Regardera dédaigneusement.
3. — Evoque les grèves — Indispensable à Marguerite.
4. — Initiales d'un auteur-acteur contemporain — Anciennes paysannes.
5. — De vive voix — Relâche.
6. — Maniable — Sauva la vie à Thésée.
7. — Général — Ce n'est parfois qu'un mirage.
8. — Armée zigzagante — Ne dure qu'un an.
9. — Son ondulation est permanente — Sur les bords du Danube Bleu.
10. — Infatigable — Jadis Eridan.
11. — Saint décapité — A mauvaise réputation quand il n'est pas gai — Conduite intérieure du pur sang.
12. — Importun — Phonétiquement : Esaü par rapport à Jacob.

Solution des mots croisés de A. Frévat.

N° 1.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	A		C	M		B	A	L	A	I	S
2	A	M	P	H	I	T	R	Y	O	N		C
3	R	O	U	E	N		O		T	E	T	E
4	T	U	R	L	U	T	U	T	U		O	E
5	O	R	E	S	T	E		O	S	A	K	A
6	N	E	M	E	E		E	R		V	A	R
7	S	T	E	A	R	I	N	E			I	I
8		T	N				S	T	A	D	E	O
9	S	E	T			S	O	R	D	I	D	E
10	A				I		L	A	O	T	I	E
11	B				C	L	A	I	R	E	T	T
12	A	U	N	I	S		N		S	E		Z

Explications.

Horizontalement.

2. — Molière et Giraudoux.
3. — Boieldieu : *Le calife de Bagdad*.
10. — *A la conquête des cœurs*, Aug. Pavie.
11. — *Les 28 jours de Clairette*.
12. — La Rochelle, capitale de l'Aunis.

Verticalement.

- 2 du 1. — *La Reine de Saba*, de Gounod.
2. — Amourette, nom vulgaire du muguet (*La Vie de Bohème* : « Parfois ma fenêtre est fleurie... »).
5. — Serge Lifar.
7. — N.-D. de Brou.
10. — *Ave Cesar...*, etc.
11. — *Le Songe d'une nuit d'été*.

Erratum.

Verticalement :

12. — Lire SCENARIO et non SCEARIO.

Solution des mots croisés poétiques

N° 2. — Hommage à la revue « Indochine ».

	1	2	3	4	5	6
1	R	H	O	D	E	S
2	E			I		O
3	V	A	I	N	C	U
4	U		L	E		M
5	E	S		R	U	E
6	S	A	V	A	N	T